RAPPORT DE L'ACTUAIRE EN CHEF
SUR LES TAUX DE COTISATION
DE L'ASSURANCE-EMPLOI
POUR 1999

CHIEF ACTUARY'S REPORT
ON EMPLOYMENT INSURANCE
PREMIUM RATES
FOR 1999

SOMMAIRE

Le présent document se résume comme suit :

1. Nous décrivons le cadre légal pour l'établissement des taux de cotisation d'assurance-emploi.

2. Nous passons en revue l'expérience financière récente sous le régime d'assurance-emploi.

3. Nous rendons compte du contexte économique actuel et prévu.

4. Nous faisons une analyse du cadre conceptuel pour les taux de cotisation sous l'assurance-emploi, surtout au regard des objectifs de la suffisance et d'une certaine stabilité de ces taux.

5. Nous donnons des prévisions de coûts et de revenus de cotisation d'assurance-emploi, jusqu'en 2004.

6. Nous suggérons un éventail de taux de cotisation possibles pour 1999.

(Note : les taux de cotisation cités dans ce rapport sont tous des pourcentages de la rémunération assurable.)

SUMMARY

The contents of this paper are as follows:

1. It describes the legal provisions for the setting of premium rates for Employment Insurance.

2. It reviews the recent financial experience under the Employment Insurance program.

3. It describes the current and anticipated economic conditions.

4. It provides a review of the conceptual framework for setting EI premium rates, particularly with regards to the objectives of sufficiency and relative stability of premium rates.

5. It provides forecasts for Employment Insurance costs and premium revenues up to the year 2004.

6. It suggests the possible range of premium rates for 1999.

(Note: all rates of premium quoted in this report are percentages of insurable earnings.)

TABLE DES MATIÈRES

1) Introduction ..... page 1

2) Cadre légal ..... page 1

3) Revue historique - ..... page 2
Le point sur 1998

4) Perspectives économiques ..... page 3

5) Le cadre des taux de cotisation ..... page 5
sous l'assurance-emploi

6) Prévisions du Compte ..... page 11
d'assurance-emploi jusqu'en 2004

7) Mises en garde ..... page 15

8) Conclusion d'ensemble ..... page 16

9) Certificat actuariel ..... page 16

Liste des annexes : I à VIII

TABLE OF CONTENTS

1) Introduction ..... page 1

2) Legislative background ..... page 1

3) Historical review - ..... page 2
Focus on 1998

4) An overview of the economy ..... page 3

5) The framework for EI ..... page 5
premium rates

6) EI Account projections ..... page 11
up to 2004

7) Cautionary comments ..... page 15

8) General conclusion ..... page 16

9) Actuarial certificate ..... page 16

List of appendices: I to VIII

TAUX DE COTISATION POUR L'ASSURANCE-EMPLOI EN 1999

•• *INTRODUCTION*

Ce rapport est destiné à la Commission de l'assurance-emploi du Canada. Il fournit l'information et les prévisions nécessaires pour fixer les taux de cotisation pour 1999.

•• *CADRE LÉGAL*

La Partie III de la *Loi sur l'assurance-emploi* traite des « Cotisations et autres questions financières. »

L'article 66 de cette loi établit l'obligation pour la Commission de l'assurance-emploi du Canada de fixer les taux de cotisation ouvrière et patronale pour chaque année[1].

Cet article indique que la Commission fixe ces taux « avec l'agrément du gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre [du Développement des ressources humaines] et du ministre des Finances. »

Pour ce faire, la Commission prend « le taux de cotisation qui, à son avis, permet le mieux, au cours d'un cycle économique, d'assurer un apport de revenus suffisant pour couvrir les débits autorisés ... et maintenir une certaine stabilité des taux. »

L'article 68 établit la cotisation patronale à 1,4 fois la cotisation ouvrière. Et l'article 69 prévoit un taux réduit pour les employeurs qui adoptent un régime prescrit d'assurance-salaire en cas de maladie (ce qui fera l'objet d'un document séparé.) Pour alléger le texte, **on ne parlera ici que du taux de la cotisation ouvrière**, étant entendu qu'on réfère en même temps à la cotisation patronale.

---

[1] Sujet à l'obligation générale de la Commission de se conformer aux instructions du ministre (article 27(3) de la Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines).

EMPLOYMENT INSURANCE PREMIUM RATES FOR 1999

•• *INTRODUCTION*

This document is intended for the Canada Employment Insurance Commission and provides it with the information and forecasts that are needed to set premium rates for 1999.

•• *LEGISLATIVE BACKGROUND*

Part III of the *Employment Insurance Act* deals with "Premiums and Other Financial Matters."

Section 66 of the Act contains the obligation for the Canada Employment Insurance Commission to set employee and employer premium rates for each year[1].

It states that the Commission sets rates "with the approval of the Governor in Council on the recommendation of the Minister [of Human Resources Development] and the Minister of Finance."

In so doing, the Commission shall select a rate which it "considers will, to the extent possible, (a) ensure that there will be enough revenue over a business cycle [to pay for expenditures]; and (b) maintain relatively stable rate levels throughout the business cycle."

Section 68 fixes the employer premium at 1.4 times employee premiums. And section 69 provides for a premium reduction system for employers who have prescribed wage loss replacement plans for sickness (dealt with in a separate document). For presentation purposes, **this document refers only to the employee premium rate** with the understanding that this also covers the employer premium rate.

---

[1] Subject to the authority of the Minister of Human Resources Development to direct the Commission (subsection 27(3) of the Department of Human Resources Development Act).

3) REVUE HISTORIQUE - LE POINT SUR 1998

Revoyons d'abord l'évolution du Compte d'assurance-emploi depuis 1990. Les détails sont à l'annexe III – y compris l'ensemble des résultats depuis 1972.

3) HISTORICAL REVIEW - FOCUS ON 1998

The main components of the EI Account's financial results are shown below since 1990. Full details since 1972 are in Appendix III.

	Taux de chômage	Cotisation ouvrière	Taux d'équilibre de la cotisation	Recettes de cotisations	Coûts du régime	Excédent (déficit) annuel	Solde en fin d'année
	Unemployment rate	Employee premium rate	Break-even premium rate	Premium revenues	Total program costs	Annual surplus (deficit)	Balance at year-end
					(millions de dollars/$ millions)		
1990	8.1%	2.25%	2.53%	15,282[1]	14,356	926	2,161
1991	10.4%	2.25%/2.80%	3.23%	14,760	18,965	(4,205)	(2,045)
1992	11.3%	3.00%	3.42%	17,885	20,516	(2,631)	(4,676)
1993	11.2%	3.00%	3.23%	18,469	19,677	(1,208)	(5,884)
1994	10.4%	3.07%	2.71%	19,327	17,044	2,283	(3,601)
1995	9.5%	3.00%	2.30%	19,180	14,913	4,267	666
1996	9.7%	2.95%	2.22%	19,091	14,092	4,999	5,665
1997	9.2%	2.90%	1.95%	19,379	13,090	6,289	11,954
1998[2]	8.4%	2.70%	1.79%	19,689	12,586	7,104	19,058

[1] Y compris une contribution du Trésor de 2 416 millions $. / Including a government contribution of $2,416 million.
[2] Prévision / Forecast .

La récession a fait augmenter les coûts du régime de plus de 40 % entre 1990 et 1992. Iis ont commencé à diminuer en 1993, et plus rapidement par la suite, pour tomber sous le niveau d'avant la récession à partir de 1996. Quant aux revenus de cotisations, ils dépassent 19 milliards par année depuis 1994.

Le déficit cumulatif du compte a atteint 5,9 milliards $ à la fin de 1993 mais il s'est rapidement résorbé en 1994 et 1995.

Citons comme causes principales de la baisse des coûts : 1° l'effet des Lois C-113 en avril 1993, C-17 en juillet 1994 et C-12 en juin 1996 ; et 2° l'évolution du chômage, en niveau et en composition.

Le régime aurait ainsi exigé un taux de cotisation de 3,42 % pour faire ses frais en 1992, mais de seulement 1,79 % en 1998.

Pour 1998, on prévoit un excédent annuel d'environ 7,1 milliards $ et un solde de 19,1 milliards $ en fin d'année. Ces prévisions sont très près de celles effectuées il y a un an, ainsi qu'on le voit à l'annexe V.

With the recession, total program costs increased by more than 40% from 1990 to 1992. They started to fall in 1993 and more quickly thereafter, so that they were lower than the pre-recession level by 1996. Annual premium revenues have remained fairly stable at over $19 billion since 1994.

The cumulative EI deficit reached $5.9 billion at the end of 1993 but was rapidly eliminated in 1994 and 1995.

The main reasons for lower costs are as follows: 1) Bills C-113 in April 1993, C-17 in July 1994 and C-12 in June 1996; and 2) changes in unemployment, both as to level and composition.

So the premium rate needed to cover all current costs declined to about 1.79% in 1998, as compared to its peak value of 3.42% in 1992.

For 1998, an annual surplus of $7.1 billion is now expected, and a year-end balance of $19.1 billion. Those forecasts are quite close to those made a year ago. More complete details are shown in Appendix V.

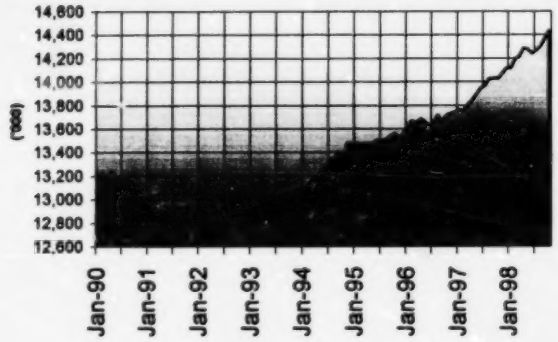
•• *PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES*

Mise au point sommaire

L'emploi a augmenté de 13 % depuis le creux de la récession en 1992. Bien que cette croissance soit plus modeste que celle de 20 % observée sur une période équivalente lors de la reprise des années 1980, elle s'est accélérée depuis le milieu de 1997.

Ceci a permis au taux de chômage de baisser à 8,1 % en octobre 1998, son plus faible niveau en plus de huit ans et environ un point de pourcentage de plus que le taux observé en mars 1990 (7,2 %).

Emploi mensuel – Monthly employment
(données désaisonnalisées – seasonally-adjusted)



La croissance de l'économie s'est modérée au second trimestre de 1998, alors que la vigueur des dépenses des ménages et des investissements des entreprises n'a pas suffi pour annuler le ralentissement de l'accumulation des stocks. Les exportations ont crû à peu près comme au premier trimestre, mais moins que les importations.

Malgré la récente faiblesse du huard et la hausse du loyer de l'argent, les taux d'inflation et d'intérêt restent inférieurs aux normes historiques. Les attentes sont positives à court terme pour l'économie américaine mais les prévisions mondiales ont constamment été revues à la baisse au cours de l'an dernier, en raison surtout de la crise financière en Asie.

Les analystes du secteur privé prévoient maintenant une croissance économique d'environ 3 % au Canada en 1998 et de 2 % en 1999, contre 3,7 % en 1997. L'emploi n'augmenterait que de 2,4 % en 1998 et de 1,6 % en 1999. Partant, le taux de chômage resterait autour de son niveau actuel. Le FMI a récemment émis des prévisions semblables, tout en indiquant que l'économie canadienne sera quand même parmi les meilleures du G-7.

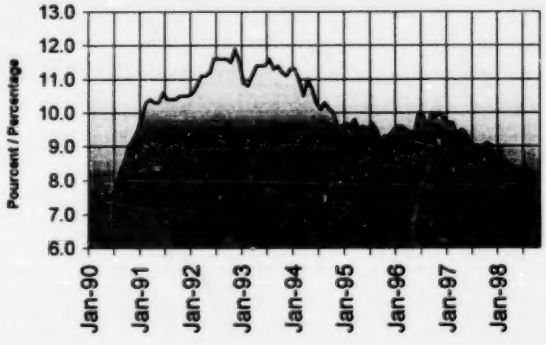
•• *AN OVERVIEW OF THE ECONOMY*

A brief update

Employment has grown by 13% since it reached its low point in 1992. Although weaker than the 20% growth seen during the comparable length of time in the previous 1980s recovery, the rate of advance has picked up since mid-1997.

As a result, the unemployment rate fell to 8.1% in October 1998, its lowest level in more than eight years and about one percentage point higher than the rate (of 7.2%) seen in March 1990.

Taux de chômage – Unemployment rate
(données désaisonnalisées – seasonally-adjusted)



The rate of economic growth slowed during the second quarter of 1998, as increased strength in consumer spending and business investment was more than offset by a marked reduction in inventory accumulation. Exports grew at about the same pace as the previous quarter though outpaced by imports.

Low inflation continues in spite of recent currency weakness. Despite recent increases, interest rates also remain low by historical standards. Short-term growth prospects remain strong in the U.S. but the outlook for world economic growth in 1998 has been revised down steadily over the past year, owing mainly to the financial crisis in Asia.

The consensus of private sector forecasters is that Canadian economic growth will slow to about 3% in 1998 and 2% in 1999, compared to 3.7% in 1997. Employment growth may moderate from 2.4% in 1998 to 1.6% in 1999. As a result, the unemployment rate could remain at or near its current level. The IMF has similar expectations for Canada, yet placing it amongst the best performing G-7 economies.

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Les prévisions contenues dans ce document

Ce document présente des prévisions jusqu'à l'an 2004 tandis que l'Annexe I-D les prolonge jusqu'en l'année 2010. L'analyse qui suit examinera trois scénarios de taux de chômage, en vue d'évaluer la suffisance et la stabilité des taux de cotisation sous diverses conditions.

Au moment présent, le premier scénario (A) semble le plus probable : il affiche un taux de chômage presque stable jusqu'en 2001, taux qui baisserait ensuite lentement pour atteindre autour de 7,5 % en 2004.

À l'autre extrême, se trouve un scénario pessimiste (C) et moins probable, qui verrait une récession dès 1999 et des taux de chômage de 11 % à 12 % tels ceux de 1982 et 1983, ou de 1992 et 1993. Pourraient y contribuer une amplification de la crise asiatique ou le bogue de l'an 2000. La reprise débuterait en 2001 pour nous ramener sous les 9 % de chômage en 2004.

Le scénario B est intermédiaire aux deux autres et suppose des taux de chômage exactement au point milieu des deux premiers scénarios. Ceci produit des taux d'environ 10 % de 1999 à 2001 mais qui diminuent graduellement par la suite, jusqu'à 8 % en 2004.

Forecasts adopted for this document

This document presents forecasts to the year 2004, while Appendix I-D shows extended forecasts to the year 2010. We will consider three unemployment rate outlooks, to gauge the sufficiency and stability of premium rates over a variety of outcomes.

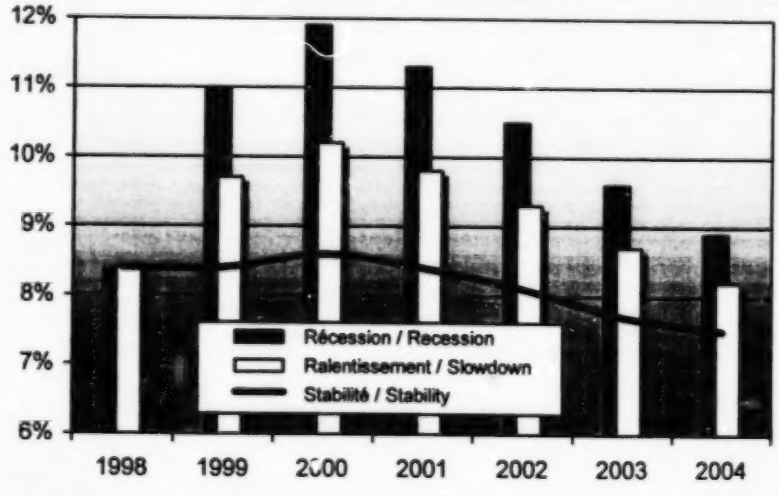
The first forecasting scenario (A) seems most likely: it assumes a nearly stable unemployment rate until 2001, followed by steady reductions bringing it to around 7.5% by 2004.

At the other extreme, scenario C is pessimistic but less likely: recession would occur in 1999, unemployment would range from 11% to 12% as in 1982 and 1983, or 1992 and 1993. Causes might be a spreading of the Asian crisis or the year 2000 computer bug. Recovery would begin in 2001 and unemployment would fall below 9% by 2004.

The other scenario (B) is a middle one, assuming unemployment at exactly the mid-point of the above two scenarios for each year. So the unemployment rate would be around 10% from 1999 to 2001, and fall gradually thereafter towards 8% by 2004.

Taux de chômage hypothétiques / Hypothetical Unemployment Rates

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Prévision A / Forecast A	**Stabilité / Stability**	**8.4%**	**8.4%**	**8.6%**	**8.4%**	**8.1%**	**7.7%**	**7.5%**
Prévision B / Forecast B	Ralentissement / Slowdown	8.4%	9.7%	10.2%	9.8%	9.3%	8.7%	8.2%
Prévision C / Forecast C	Récession / Recession	8.4%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%



Les prévisions contenues dans ce document

Ce document présente des prévisions jusqu'à l'an 2004 tandis que l'Annexe I-D les prolonge jusqu'en l'année 2010. L'analyse qui suit examinera trois scénarios de taux de chômage, en vue d'évaluer la suffisance et la stabilité des taux de cotisation sous diverses conditions.

Au moment présent, le premier scénario (A) semble le plus probable : il affiche un taux de chômage presque stable jusqu'en 2001, taux qui baisserait ensuite lentement pour atteindre autour de 7,5 % en 2004.

À l'autre extrême, se trouve un scénario pessimiste (C) et moins probable, qui verrait une récession dès 1999 et des taux de chômage de 11 % à 12 % tels ceux de 1982 et 1983, ou de 1992 et 1993. Pourraient y contribuer une amplification de la crise asiatique ou le bogue de l'an 2000. La reprise débuterait en 2001 pour nous ramener sous les 9 % de chômage en 2004.

Le scénario B est intermédiaire aux deux autres et suppose des taux de chômage exactement au point milieu des deux premiers scénarios. Ceci produit des taux d'environ 10 % de 1999 à 2001 mais qui diminuent graduellement par la suite, jusqu'à 8% en 2004.

Forecasts adopted for this document

This document presents forecasts to the year 2004, while Appendix I-D shows extended forecasts to the year 2010. We will consider three unemployment rate outlooks, to gauge the sufficiency and stability of premium rates over a variety of outcomes.

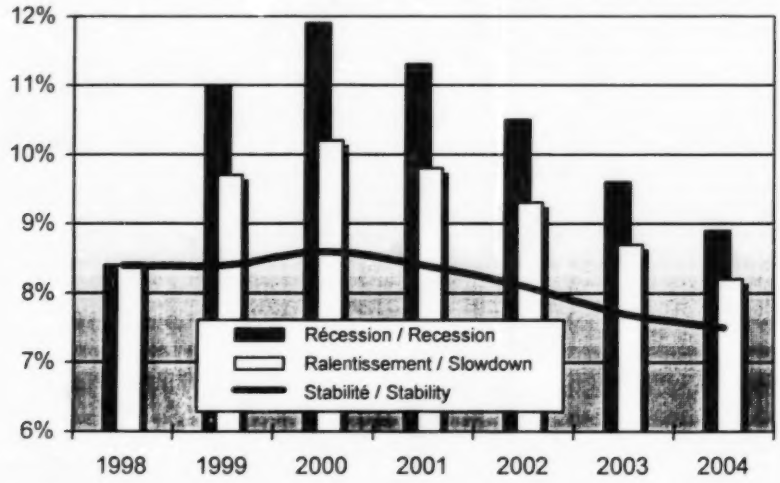
The first forecasting scenario (A) seems most likely: it assumes a nearly stable unemployment rate until 2001, followed by steady reductions bringing it to around 7.5% by 2004.

At the other extreme, scenario C is pessimistic but less likely: recession would occur in 1999, unemployment would range from 11% to 12% as in 1982 and 1983, or 1992 and 1993. Causes might be a spreading of the Asian crisis or the year 2000 computer bug. Recovery would begin in 2001 and unemployment would fall below 9% by 2004.

The other scenario (B) is a middle one, assuming unemployment at exactly the mid-point of the above two scenarios for each year. So the unemployment rate would be around 10% from 1999 to 2001, and fall gradually thereafter towards 8% by 2004.

Taux de chômage hypothétiques / Hypothetical Unemployment Rates

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Prévision A / Forecast A	**Stabilité / Stability**	**8.4%**	**8.4%**	**8.6%**	**8.4%**	**8.1%**	**7.7%**	**7.5%**
Prévision B / Forecast B	Ralentissement / Slowdown	8.4%	9.7%	10.2%	9.8%	9.3%	8.7%	8.2%
Prévision C / Forecast C	Récession / Recession	8.4%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%



•• LE CADRE DES TAUX DE COTISATION SOUS L'ASSURANCE-EMPLOI

Objectifs

La Commission a fixé les taux de cotisation à chaque année depuis 1972, sauf à six occasions où ils ont été arrêtés par une loi spéciale[2].

Deux principes ont été mis dans la Loi sur l'assurance-emploi en 1996, s'agissant d'intégrité financière et de la stabilité des taux. Ces principes ne sont pas nouveaux, mais c'est la première fois qu'on met l'accent sur la quête d'une stabilité au cours d'un cycle économique.

Ceci contraste avec la situation antérieure, où l'on devait augmenter ou réduire les taux de cotisation après l'amorce d'une récession ou d'une reprise pour contenir les déficits ou les excédents. Impossible alors de bâtir une réserve suffisante aux fins de stabilisation.

Si la loi de 1996 n'interdit pas les déficits cumulatifs, on convient tout de même qu'ils doivent être évités à l'avenir. On ne voudra plus encourir d'importants frais d'emprunts tels les 2,3 milliards remboursés par le Compte d'AE au Trésor de 1982 à 1988 ou le milliard remboursé de 1992 à 1995.

Le cycle économique

On décrit les cycles économiques comme des fluctuations de l'activité économique qui se manifestent par des expansions presque simultanées dans plusieurs secteurs d'activité, suivies par des récessions et reprises généralisées. La reprise se fond dans la phase d'expansion du cycle suivant. Ces cycles, d'amplitude variable, durent entre un an et dix ou douze ans.

Statistique Canada a publié en février 1996 une étude des cycles économiques au Canada. Cet article relève treize cycles de 1947 à 1992, ce qui indique des cycles d'une durée moyenne de trois ans et demi.

À part le manque de constance et de prévisibilité des cycles, il y a une tendance vers des cycles plus marqués. En outre, il y a peu de relation entre la durée d'une expansion ou d'une récession et la probabilité qu'elle prenne fin.

---

[2] Pour 1986 et 1987, pour 1990 et 1991 ainsi que pour 1995 et 1996. Voir aussi l'annexe VI.

•• THE FRAMEWORK FOR EMPLOYMENT INSURANCE PREMIUM RATES

Objectives

The Commission has set premium rates each year since 1972, though such rates were set by special legislation on six occasions[2].

Two objectives were introduced in the EI Act in 1996: the fiscal integrity of the EI Account and the relative stability of premium rates. Although those objectives are not new, it is the first time that the Act has put the focus on stability over a business cycle.

In contrast, the previous legislation required increasing or reducing premium rates soon after the onset of recession or recovery, so as to contain surpluses or deficits. It was impossible to accumulate an adequate stabilization reserve.

The 1996 Act does not prohibit cumulative deficits, yet there is a broad consensus to avoid them and their resulting interest charges, such as the $2.3 billion which was repaid by the EI Account to the Consolidated Revenue Fund from 1982 to 1988 and the one billion dollars repaid from 1992 to 1995.

The concept of a business cycle

Business cycles are described as fluctuations in economic activity that translate into expansions at about the same time in many sectors of the economy, followed by widespread recessions and revivals. The revival phase merges into the expansion phase of the next cycle. Such cycles last from one to ten or twelve years, with varying amplitudes.

Statistics Canada released a study of Canadian business cycles in February 1996. This report identified thirteen business cycles between 1947 and 1992, for an average duration of 42 months.

Not only has the duration and timing of cycles been unpredictable, there has been a trend to more severe cycles. It was also noted that there is little relationship between the length of an expansion and its probability of ending.

---

[2] For 1986 and 1987, for 1990 and 1991 as well as for 1995 and 1996. See also Appendix VI.

Les périodes de récession tendent à être de plus courte durée que celles d'expansion. Ainsi, selon le *National Bureau of Economic Research* aux États-Unis, les neuf cycles américains d'après-guerre ont duré 61 mois en moyenne : 11 mois de récession et 50 d'expansion.

Parmi les causes d'une récession, on retrouve : une accumulation involontaire des stocks, une capacité excédentaire de production due au surinvestissement, une baisse du revenu réel en raison de l'inflation, ou des chocs extérieurs tels qu'une hausse des prix du pétrole.

Les récessions de 1981-1982 et de 1990-1992 ont été les plus longues depuis 1947, ayant chacune duré six trimestres. L'expansion de 1982 à 1990, qui a duré huit ans, a été la plus longue après celle des années 1960. L'expansion actuelle en est à sa sixième année depuis le deuxième trimestre de 1992.

Pour le régime d'assurance-emploi, on définit les cycles selon l'évolution du taux de chômage. Le graphique suivant démontre la relation qui existe entre le taux de chômage et le rapport des coûts à la rémunération assurée pour le régime, de 1972 à 1998 (données estimatives pour 1998)[3].

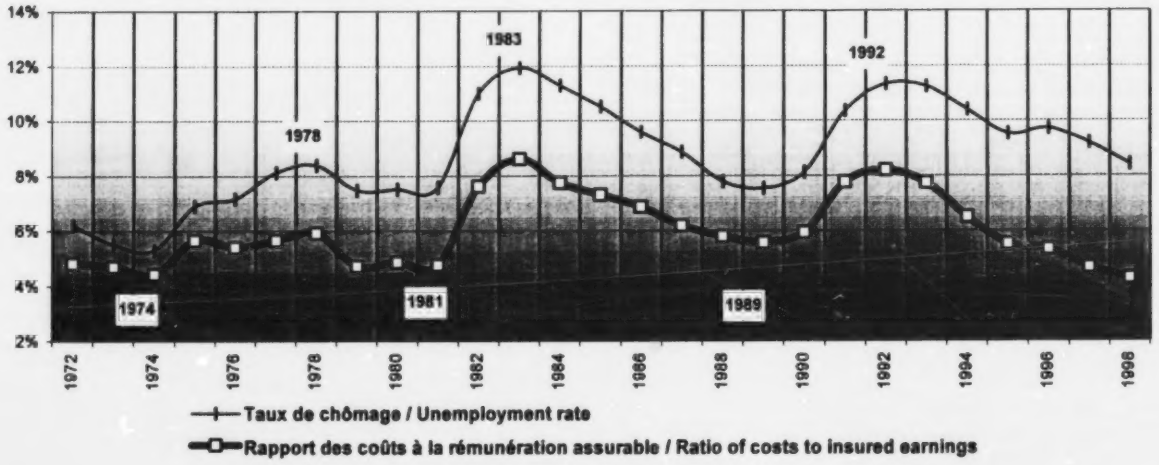
Periods of recession are usually shorter than those of expansion. Thus, the National Bureau of Economic Research in the U.S. has measured the nine post-war cycles in the U.S. as lasting 61 months on average, with 11 months of recession and 50 of expansion.

Many situations can lead to recession, for example: an unwanted buildup of inventories, excess plant capacity due to overinvestment, declining real incomes due to an increase in inflation, or external shocks such as an increase in oil prices.

The recessions of 1981-82 and of 1990-92 were the longest since 1947, having each lasted six quarters. The 1982-90 expansion of eight years was the second longest since the 1960s. The current expansion is into its sixth year since the second quarter of 1992.

For the purposes of the Employment Insurance system, cycles follow that of the unemployment rate. The following graph charts the relationship between the unemployment rate and the ratio of EI program costs to insured earnings from 1972 to 1998 (1998 being an estimate)[3].

Cycles économiques pour l'assurance-emploi / Business cycles for the EI program



Une conclusion s'impose : c'est qu'il existe bel et bien des cycles économiques mais qu'il est très difficile d'anticiper leurs phases ou leur durée. La prudence est donc de mise.

The conclusion here is that EI program spending does align with business cycles but that it is very difficult to anticipate the turning points or the duration of those cycles. Caution is thus in order.

---

[3] Le rapport est ajusté pour inclure le coût des réductions de cotisations (pour les régimes d'assurance-salaire) et les remboursements de cotisation aux travailleurs.

[3] The ratio is adjusted to include both the costs of premium reductions on account of wage-loss replacement plans and employee premium refunds.

Le concept de stabilité

Un certain nombre de questions se posent à l'égard du concept de stabilité du taux de cotisation.

1) D'abord, quel taux stable faudrait-il sur une longue durée pour suffire aux coûts du régime ?
2) Deuxièmement, visera-t-on une stabilité totale, ou serait-on prêt à certains écarts de taux ?
3) À quel moment faudrait-il établir les réserves au niveau souhaité ?
4) Et enfin, quel serait le montant des réserves qui permettrait de « garantir » la stabilité des taux ?

La valeur du taux stable de cotisation sur longue durée et le niveau des réserves sont interdépendants car des réserves plus élevées permettront des taux de cotisation moindres à terme, grâce aux intérêts sur ces réserves.

À la première question, on peut estimer qu'un taux stable se situant entre 1,90 % et 2,10 % pourrait couvrir les coûts du régime actuel sur une longue durée, en utilisant les excédents des bonnes années pour combler les déficits des autres années. On pourrait même envisager un taux moindre si on laissait les réserves s'accroître davantage. Ceci permettrait de faire face à un taux moyen de chômage entre 9% et 10 %, avec écarts entre 7,5 % et 11,5 % environ, collant ainsi à la réalité observée depuis 1980.

Il est acquis selon le graphique ci-dessous que le taux de chômage a eu une tendance haussière depuis plusieurs décennies. Sans vouloir être alarmiste, cette observation invite à la prudence. Rappelons en référence que le taux moyen de chômage a été de 9,6 % depuis 1980, contre 6,7 % dans les années 1970 et 5,0 % dans les années 1960.

The concept of stability

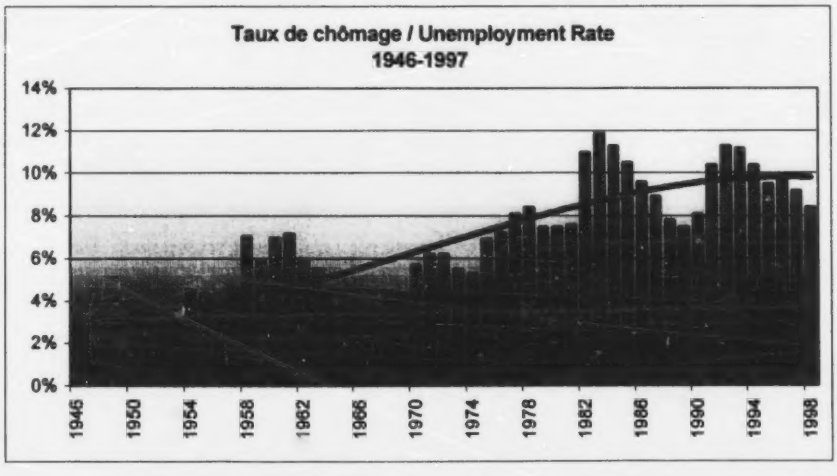
A number of questions arise in relation with the concept of premium rate stability.

1) First, what is the stable rate needed over an extended period to cover program costs?
2) Second, should one seek or expect nearly full stability, or allow for some changes?
3) When should reserves be raised to the maximum desired level?
4) And finally, what is the amount of reserves needed to 'guarantee' stable premium rates?

The value of the stable rate of premium over the long run and the level of reserves are linked by the fact that higher reserves will ultimately allow lower premiums, because of the interest on those reserves.

On the first question, an average rate of between 1.90% and 2.10% should be enough to cover program costs over the foreseeable future, with surpluses in the better years offsetting deficits in other years. This range could even be lower if reserves were allowed to grow past current levels. It would provide for costs associated with an average unemployment rate of 9% to 10%, fluctuating between about 7.5% and 11.5%, which is the situation encountered since the early 1980s.

As illustrated in the graph below, the unemployment rate has tended to ratchet upwards over the last five decades. One would not assume that this trend will continue, but it does suggest a need for caution. For reference purposes, the unemployment rate has averaged 9.6% since 1980, up from 6.7% in the 1970s and 5.0% in the 1960s.



Deuxième question : que signifie la « certaine stabilité » des taux de cotisation ?

On voudrait ne plus devoir augmenter les taux de cotisation de façon abrupte, surtout en temps de récession. On connaît l'effet perturbateur des augmentations de presque 40 % des taux de cotisation en 1983 et de $33^1/_3$ % entre juin 1991 et janvier 1992.

Nous croyons qu'en pratique il faudra parfois ajuster un peu les taux de cotisation. Il sera difficile d'aplanir tous les écarts de prévision du taux de chômage, ayant observé sur vingt ans une erreur moyenne de 10 % pour l'année suivante, augmentant à 20% à la quatrième année de prévision.

Troisième question : quand faut-il établir la réserve ?

Techniquement, la réserve devrait atteindre son apogée après que le taux de chômage, étant d'abord tombé à son plus bas, s'apprête à remonter au-delà du niveau moyen pour le cycle. Le graphique suivant montre bien comment un taux de cotisation stable –correspondant au taux de chômage moyen – permet tantôt de regarnir les coffres, tantôt d'amortir les coûts croissants du régime.

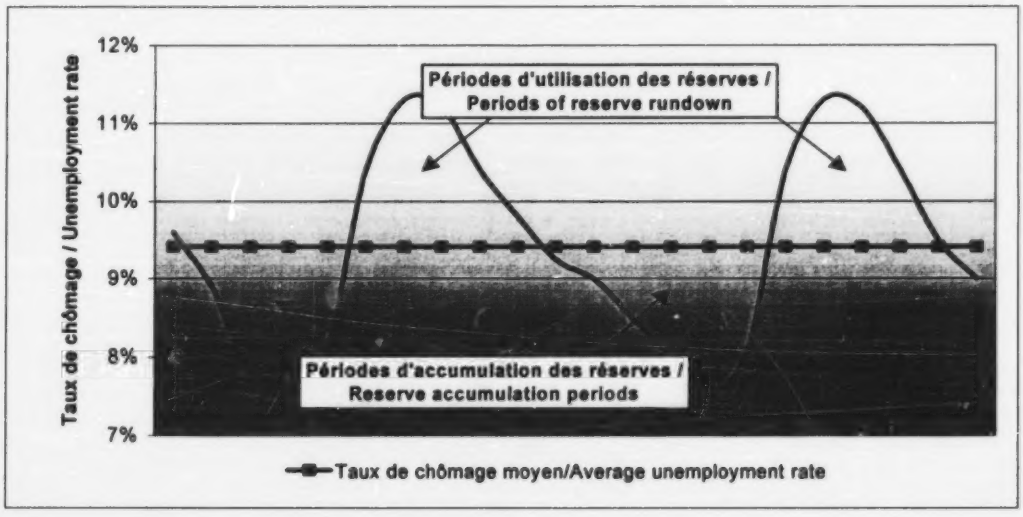
The second issue deals with the notion of "relative premium rate stability."

The goal would be the avoidance of abrupt premium rate increases at all times, but especially during a recession. The premium increases of nearly 40% in 1983 and of $33^1/_3$% between June 1991 and January 1992 contributed to job losses at the worst of times.

As a practical matter, infrequent adjustments to premium rates may be needed. It would be difficult to smooth out all of the variations in unemployment rate forecasts, given an average forecasting error of 10% observed for the first year and of 20% for the fourth year, over the last 20 years.

A third issue is when the full reserve should be set.

In principle, reserves should reach their peak after the unemployment rate has bottomed out, when it is about to rise above its cyclical average. The graph below shows how the stable premium rate, corresponding to the average unemployment rate, should first allow for the build-up then for the runoff of reserves.



Bien sûr, il sera la plupart du temps difficile de déterminer quand on atteint le niveau moyen d'un cycle, puisqu'il peut varier d'un cycle à l'autre. Il faudra donc accepter qu'il y ait soit des débordements de réserve soit des insuffisances d'y pourvoir complètement.

However, it will usually be difficult to establish just when the cyclical average has been reached, because the average may vary from one cycle to the next. So reserves may either become too large at times, or fall short of the desirable level.

Le dépassement des réserves imposera qu'on finisse par ramener les taux de cotisation à un niveau moindre : soit qu'on réduise ces taux de peu sans réduire les réserves elles-mêmes, en se servant des seuls intérêts sur la réserve ; soit qu'on réduise les taux de cotisation de façon plus importante pour éliminer les réserves excédentaires.

Dans le cas d'un manque de réserves, la meilleure solution serait d'accepter un modeste déficit cumulatif en cours de récession, puis d'effectuer une légère augmentation des taux de cotisation lors de la reprise suivante.

On en vient à la dernière question : y a-t-il un montant « idéal » de réserve ?

On estime qu'une réserve de 10 à 15 milliards $ devrait, à la veille d'une récession, permettre de rencontrer tous les coûts à survenir au cours de celle-ci. Cela devrait permettre d'éviter tout déficit cumulatif ou toute hausse des taux de cotisation. Cet estimé se fonde sur des simulations de coûts jusqu'en 2010 pour le régime actuel d'assurance-emploi, sur la foi de récessions semblables aux deux dernières.

Aux États-Unis, on a recommandé que chaque État maintienne une réserve allant de 100 % à 150 % du coût des prestations ordinaires qui auraient à être versés pendant une récession. Ceci correspondrait à une réserve d'entre 12 et 18 milliards $ pour le régime canadien, à l'égard des prestations ordinaires. Ceci rejoint à peu près nos estimés, vu que l'existence de 51 régimes distincts d'assurance-chômage aux États-Unis doit en principe exiger des réserves plus élevées qu'au Canada.

Aux origines du régime d'a.-c., dans les années 1940 et 1950, on a permis aux réserves d'atteindre 10 fois le montant annuel des prestations en 1946, et encore 4 fois ce montant dix ans plus tard. Ceci a pu s'expliquer par l'incertitude initiale quant aux coûts du régime au lendemain de la Dépression, par une volonté d'étendre graduellement la portée des prestations ainsi que par les circonstances entourant la Seconde Guerre et sa fin.

Le maintien d'une forte réserve suscitera des demandes pour accroître les prestations, pour réduire les taux de cotisation ou pour affecter les fonds à diverses fins.

Excess reserves must eventually lead to lower premium rates. Either on a permanent basis, if the excess reserves were left untouched and only the additional interest revenues were used for premium reductions. Or there could be a temporary but larger reduction in premiums if it was decided to eliminate the excess reserves themselves.

In the case of reserves falling short, the best response would be to accept a modest cumulative deficit during the recessionary phase, and to effect a small increase in premium rates during the subsequent recovery.

This leads to a last question: is there an 'ideal' amount of reserves?

Our estimate is that a reserve of between $10 and $15 billion – attained just before a downturn – should allow meeting all additional costs during the period of decline. It would thus prevent cumulative deficits and keep premium rates stable. This estimate is based on the simulation of costs for the current program up to the year 2010, assuming the recurrence of recessions similar to the last two.

In the US, it has been recommended that State UI programs maintain reserves of between 100% and 150% of the recession-level costs of regular benefits. With an estimate of recession-level costs of about $12 billion p.a. in Canada, that recommendation would imply reserves of $12 to $18 billion for regular benefits. This is not inconsistent with our own estimates, noting that the existence of 51 separate State programs requires higher reserve levels than in Canada.

At the start of the Canadian UI system, in the 1940s and 1950s, the reserves reached about 10 times the annual payout in 1946 and they were still 4 times the annual payout 10 years later. This could be explained by initial cost uncertainties linked to the Great Depression, by an intention to gradually improve benefits, as well as by the special circumstances during and after World War II.

Maintaining a large reserve will lead to demands to improve benefits, to reduce premiums or to use program funds for various purposes.

Question connexe : l'effet budgétaire

Le Compte d'assurance-emploi est intégré aux Comptes publics depuis 1986, tel que recommandé par le Vérificateur général. Tout écart des cotisations ou des dépenses du régime est donc reflété dans le solde budgétaire du gouvernement.

Mais tel qu'indiqué par le Vérificateur général en 1994 :

> « ... Puisque l'Assurance-chômage s'autofinance au fil des ans, ses répercussions sur le budget fédéral sont neutres à long terme. »

Il faut observer que, paradoxalement, l'objectif de stabilisation des taux de cotisation contribue à rendre les résultats budgétaires du gouvernement plus instables à l'intérieur d'un cycle.

Conclusions de cet examen :

D'abord, le taux stable de cotisation qui permettrait d'acquitter tous les coûts du régime au cours d'un cycle économique s'établit probablement entre 1,90 % et 2,10 %. Observons que plus on portera les réserves à un niveau élevé, plus les revenus d'intérêt permettront de réduire ce taux.

Deuxièmement, on peut s'attendre à des ajustements occasionnels du taux autour du niveau précité, de 5 % à 10 % (de 10 ou 20 points de pourcentage pour le taux de cotisation des travailleurs). Les inévitables erreurs de prévision ne permettent pas une stabilité totale.

Troisièmement, un montant de 10 à 15 milliards $ semble suffisant pour affronter les hausses de coûts occasionnées par une récession, et ce sans augmentation des cotisations.

Quatrièmement, il peut parfois être opportun de tenir compte de facteurs additionnels, tels la difficulté en tout temps de faire des prévisions précises, la tendance haussière du chômage au cours des décennies, la possibilité d'amendements au régime ou l'éventualité d'événements ou de catastrophes imprévus.

Enfin, il ne s'agit pas aujourd'hui de fixer les taux de cotisation des dix prochaines années, mais bien de tenir compte de perspectives raisonnables en fixant celui pour 1999.

Other issue: the budgetary impact

The Employment Insurance Account has been part of the Public Accounts since 1986, as recommended by the Auditor General. So any change in program revenues or spending affects the government's budget.

However, as the Auditor General noted in 1994:

> " While UI is self-financing over time, ... its impact on the federal budget is neutral in the long term."

It can even be noted that the impetus for stabilizing premium rates must actually make the federal government's budgetary results more variable within each business cycle.

Conclusions from this review:

First, the average premium rate required to pay for program costs throughout a business cycle can be estimated to range from 1.90% to 2.10%. Note that higher reserve levels will ultimately allow lower premium rates, due to the higher interest revenues earned on those reserves.

Second, small temporary adjustments of about 5% or 10% (10 to 20 percentage points on the employee premium rate) around the above premium rate may be unavoidable. The inevitable forecasting errors may not allow for total stability.

Third, a reserve of $10 to $15 billion would seem enough both to pay for the higher benefit costs expected during a recession and to prevent premium rates from rising.

Fourth, it may sometimes be sound to consider additional factors. For example: the difficulty of making accurate forecasts at any time, the upward trend in unemployment over the last decades, the potential for program amendments or the possibility of encountering unexpected or catastrophic events.

Of course, the present task is not to set premium rates for the next 10 years, but to choose the rate for 1999 on the basis of reasonable future expectations.

•• PRÉVISIONS DU COMPTE D'AE JUSQU'EN 2004

Les prévisions qui suivent – dont les détails sont contenus à l'annexe I – reflètent des hypothèses et une méthodologie prudentes, et sont sujettes aux mises en garde formulées à la page 15.

Selon le scénario économique, les coûts annuels du régime pourraient varier de 13 à 19 milliards $ au cours des six prochaines années. Les prestations ordinaires représenteront environ les deux tiers de ces coûts. Les autres coûts (composés des frais d'administration, des prestations spéciales et des prestations et mesures d'emploi) seront d'environ 5 milliards $ par année.

Les taux de cotisation qui couvriraient tous ces coûts à chaque année apparaissent plus bas, et iraient d'environ 1,88 % à 2,65 % - bien que les revenus d'intérêt soient susceptibles de les réduire de 0,10 % à 0,20 % selon le niveau des réserves.

•• EI ACCOUNT PROJECTIONS UP TO 2004

The following forecasts – details shown in Appendix I – are based on prudent assumptions and methodology and subject to the general cautions indicated later (on page 15).

Depending on the economic forecast, program costs could vary from $13 to $19 billion over the next six years. Regular benefit costs would account for most of those costs, about two thirds. Other costs (mainly for special benefits, employment benefits and measures and administration costs) are expected to stay fairly stable at about $5 billion per annum.

The break-even premium rates which would cover program costs each year are shown below, and would range from 1.88% to 2.65% - with interest revenues likely to reduce these rates by 0.10% to 0.20% (depending on the reserve levels).

Prévisions des coûts du régime / Forecast of program costs

	Prévision / Forecast A (Stabilité / Stability)			Prévision / Forecast B (Ralentissement / Slowdown)			Prévision / Forecast C Récession / Recession		
Année / Year	Taux de chômage / Unemployment rate	Coûts / * Costs	Cotisation d'équilibre / Break-even premium rate *	Taux de chômage / Unemployment rate	Coûts / * Costs	Cotisation d'équilibre / Break-even premium rate *	Taux de chômage / Unemployment rate	Coûts / * Costs	Cotisation d'équilibre / Break-even premium rate *
1998	8.4%	13,299	1.88%	8.4%	13,299	1.88%	8.4%	13,299	1.88%
1999	8.4%	13,887	1.93%	9.7%	15,348	2.16%	11.0%	16,810	2.39%
2000	8.6%	14,936	2.03%	10.2%	16,972	2.33%	11.9%	19,006	2.65%
2001	8.4%	15,571	2.02%	9.8%	17,483	2.30%	11.3%	19,395	2.59%
2002	8.1%	16,122	2.01%	9.3%	17,819	2.24%	10.5%	19,517	2.48%
2003	7.7%	16,183	1.93%	8.7%	17,546	2.11%	9.6%	18,912	2.30%
2004	7.5%	16,323	1.88%	8.2%	17,385	2.01%	8.9%	18,450	2.15%

* Avant déduction des revenus d'intérêt sur la réserve. / Before deducting interest credits on the EI reserve.

Les scénarios qui suivent visent à couvrir un éventail de taux de cotisation, mais les taux montrés après 1999 ne sont fournis qu'à titre d'exemple afin d'aider à la prise de décision pour 1999.

Pour 1999 même, les deux pages qui suivent montrent des taux allant de 2,70 % à 1,80 % par intervalles de 0,10 %. On peut extrapoler l'effet de tout taux intermédiaire avec la règle qu'un écart de 0,05 % du taux de cotisation vaut environ 380 millions $ (ce qui comprend l'impact sur les revenus d'intérêt).

The following scenarios seek to cover a spectrum of premium rates for 1999, but all of the rates shown after 1999 are provided only as examples to support the decision for 1999.

For 1999 itself, the next two pages show premium rates going from 2.70% down to 1.80% in steps of 0.10%. The effect of any intermediate rate can be found by noting that each 0.05% change in the premium rate is worth about $380 million (which includes the impact on interest revenues).

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI / EI ACCOUNT FORECASTS

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	
	Taux de chômage / Unemployment rates							
Prévision / Forecast A	8.4%	8.4%	8.6%	8.4%	8.1%	7.7%	7.5%	Stabilité / Stability
Prévision / Forecast B	8.4%	9.7%	10.2%	9.8%	9.3%	8.7%	8.2%	Ralentissement / Slowdown
Prévision / Forecast C	8.4%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%	Récession / Recession

Excédent (déficit) / Surplus (deficit) - - millions $								Taux de cotisation / Premium rates	
A - annuel/annual	7,104	7,048	6,115	3,995	1,803	(178)	238	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	26,106	32,220	36,215	38,019	37,841	38,079	2.70%	1999
								2.60%	2000
B - annuel/annual	7,104	5,214	3,490	1,458	(553)	(2,224)	(1,566)	2.30%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	24,272	27,762	29,220	28,667	26,443	24,876	2.00%	2002
								1.70%	2003
C - annuel/annual	7,104	3,382	869	(1,077)	(2,909)	(4,272)	(3,372)	1.70%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	22,440	23,309	22,232	19,323	15,051	11,679		
A - annuel/annual	7,104	6,275	4,485	3,046	1,629	534	1,021	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	25,333	29,818	32,863	34,492	35,027	36,048	2.60%	1999
								2.40%	2000
B - annuel/annual	7,104	4,454	1,895	526	(724)	(1,519)	(788)	2.20%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	23,512	25,406	25,932	25,208	23,689	22,901	2.00%	2002
								1.80%	2003
C - annuel/annual	7,104	2,634	(693)	(1,992)	(3,077)	(3,573)	(2,599)	1.80%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	21,692	20,999	19,007	15,931	12,357	9,758		
A - annuel/annual	7,104	5,502	3,648	2,138	642	355	833	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	24,559	28,208	30,346	30,988	31,343	32,176	2.50%	1999
								2.30%	2000
B - annuel/annual	7,104	3,693	1,075	(365)	(1,686)	(1,695)	(973)	2.10%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	22,751	23,826	23,461	21,765	20,070	19,097	1.90%	2002
								1.80%	2003
C - annuel/annual	7,104	1,886	(1,495)	(2,867)	(4,033)	(3,746)	(2,780)	1.80%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	20,944	19,449	16,582	12,549	8,802	6,022		
A - annuel/annual	7,104	4,729	2,019	1,189	1,323	2,003	2,635	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	23,786	25,805	26,994	28,317	30,321	32,956	2.40%	1999
								2.10%	2000
B - annuel/annual	7,104	2,933	(520)	(1,298)	(1,024)	(65)	815	2.00%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	21,991	21,470	20,173	19,149	19,084	19,899	2.00%	2002
								2.00%	2003
C - annuel/annual	7,104	1,138	(3,056)	(3,782)	(3,371)	(2,134)	(1,007)	2.00%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	20,196	17,139	13,358	9,987	7,853	6,846		
A - annuel/annual	7,104	3,955	390	239	293	887	1,427	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	23,013	23,403	23,642	23,935	24,822	26,249	2.30%	1999
								1.90%	2000
B - annuel/annual	7,104	2,172	(2,116)	(2,230)	(2,039)	(1,167)	(380)	1.90%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	21,230	19,114	16,885	14,846	13,680	13,299	1.90%	2002
								1.90%	2003
C - annuel/annual	7,104	390	(4,618)	(4,696)	(4,369)	(3,221)	(2,189)	1.90%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	19,448	14,830	10,133	5,764	2,543	354		

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI / EI ACCOUNT FORECASTS

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	
	Taux de chômage / Unemployment rates							
Prévision / Forecast A	8.4%	**8.4%**	8.6%	8.4%	8.1%	7.7%	7.5%	Stabilité / Stability
Prévision / Forecast B	8.4%	**9.7%**	10.2%	9.8%	9.3%	8.7%	8.2%	Ralentissement / Slowdown
Prévision / Forecast C	8.4%	**11.0%**	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%	Récession / Recession

Excédent (déficit) / Surplus (deficit) - - millions $								Taux de cotisation / Premium rates	
A - annuel/annual	7,104	**3,182**	1,138	1,060	1,190	1,866	2,491	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	**22,240**	23,378	24,438	25,628	27,494	29,984	**2.20%**	**1999**
								2.00%	2000
B - annuel/annual	7,104	**1,412**	(1,384)	(1,424)	(1,155)	(200)	673	2.00%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	**20,469**	19,086	17,662	16,507	16,307	16,980	2.00%	2002
								2.00%	2003
C - annuel/annual	7,104	**(358)**	(3,902)	(3,906)	(3,499)	(2,266)	(1,146)	2.00%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	**18,699**	14,798	10,892	7,393	5,126	3,980		
A - annuel/annual	7,104	**2,409**	1,886	1,880	375	973	1,517	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	**21,467**	23,353	25,233	25,609	26,581	28,098	**2.10%**	**1999**
								2.10%	2000
B - annuel/annual	7,104	**651**	(652)	(618)	(1,958)	(1,083)	(292)	2.10%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	**19,709**	19,057	18,439	16,481	15,398	15,106	1.90%	2002
								1.90%	2003
C - annuel/annual	7,104	**(1,107)**	(3,186)	(3,115)	(4,290)	(3,140)	(2,103)	1.90%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	**17,951**	14,766	11,650	7,360	4,220	2,117		
A - annuel/annual	7,104	**1,636**	1,049	973	1,100	1,773	2,393	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	**20,694**	21,743	22,716	23,816	25,590	27,983	**2.00%**	**1999**
								2.00%	2000
B - annuel/annual	7,104	**(110)**	(1,471)	(1,509)	(1,243)	(291)	578	2.00%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	**18,948**	17,477	15,968	14,725	14,434	15,011	2.00%	2002
								2.00%	2003
C - annuel/annual	7,104	**(1,855)**	(3,988)	(3,990)	(3,586)	(2,356)	(1,240)	2.00%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	**17,203**	13,215	9,225	5,639	3,283	2,043		
A - annuel/annual	7,104	**863**	212	65	113	702	1,233	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	**19,921**	20,133	20,198	20,312	21,014	22,246	**1.90%**	**1999**
								1.90%	2000
B - annuel/annual	7,104	**(870)**	(2,291)	(2,400)	(2,215)	(1,349)	(571)	1.90%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	**18,188**	15,897	13,497	11,281	9,933	9,361	1.90%	2002
								1.90%	2003
C - annuel/annual	7,104	**(2,603)**	(4,790)	(4,864)	(4,543)	(3,400)	(2,377)	1.90%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	**16,455**	11,665	6,800	2,257	(1,143)	(3,520)		
A - annuel/annual	7,104	**90**	(625)	(842)	(874)	(369)	72	2.70%	1998
A - cumulatif/cumulative	19,058	**19,148**	18,523	17,681	16,807	16,438	16,509	**1.80%**	**1999**
								1.80%	2000
B - annuel/annual	7,104	**(1,631)**	(3,110)	(3,291)	(3,187)	(2,406)	(1,721)	1.80%	2001
B - cumulatif/cumulative	19,058	**17,427**	14,317	11,025	7,838	5,432	3,711	1.80%	2002
								1.80%	2003
C - annuel/annual	7,104	**(3,351)**	(5,593)	(5,739)	(5,500)	(4,445)	(3,515)	1.80%	2004
C - cumulatif/cumulative	19,058	**15,707**	10,114	4,375	(1,124)	(5,569)	(9,084)		

Quelques commentaires sur ces prévisions

Le ministre des Finances a indiqué dans son dernier budget qu'il prenait un taux de cotisation de 2,70 % comme hypothèse de planification pour 1999. Ce taux serait susceptible de produire un excédent annuel selon chacune des trois prévisions, excédent qui pourrait varier de 3,4 à 7 milliards $ en 1998.

Selon l'hypothèse de stabilité (la prévision A), tout taux de cotisation égal ou supérieur à 1,90% devrait produire un excédent annuel en 1999. Cet excédent pourrait varier entre 900 millions et sept milliards $, selon le taux de cotisation (1,90 % ou 2,70 %).

Selon l'hypothèse d'un ralentissement (la prévision B), il faudrait que le taux de cotisation atteigne ou dépasse 2,10 % pour qu'on observe un excédent annuel en 1999.

Tandis que selon l'hypothèse d'une récession en 1999 (C), tout taux de 2,30 % ou plus pourrait aussi générer un excédent annuel.

Conclusions et observations additionnelles

Pour 1999, il y aurait peu de risque à réduire le taux de cotisation à 2,30%. Au regard de l'objectif de suffisance, ce taux dépasse d'environ 15 % le taux stable de longue durée. Il devrait mener à un excédent annuel en 1999 même en cas de récession. Dans le cas plus probable de stabilité, la réserve pourrait atteindre 23 milliards $ l'an prochain, porteur d'un taux stable de longue durée autour de 1,90 %.

La réserve serait encore plus élevée si le taux de cotisation dépassait 2,30 % en 1999, et les revenus d'intérêt supplémentaires permettraient des réductions encore plus importantes par la suite. Par exemple, un taux de 2,50 % pour 1999 pourrait être suivi par des réductions progressives aboutissant à un taux de 1,80% ou moins (tel qu'illustré à la page 13, au troisième bloc).

Selon tous les scénarios, il semble même probable qu'un taux aussi bas que 2,00 % puisse être fixé pour 1999 et maintenu pour l'avenir prévisible. Ce taux contiendrait une marge de sécurité moindre, mais le niveau actuel des réserves devrait permettre qu'on le maintienne même en cas de récession dès 1999 et 2000.

A few comments on the preceding tables

The Minister of Finance indicated in the last federal budget that a premium rate of 2.70% was assumed for planning purposes for 1999. That rate would be expected to produce an annual surplus under all three of our forecasts, ranging from $3.4 billion to $7 billion.

Under the stability forecast (A), all of the premium rates from 1.90% upwards would be expected to produce an annual surplus for 1999. Its value could range from $900 million to $7 billion, depending on whether the premium rate was 1.90% or 2.70%.

Under the 1999 slowdown forecast (B), the premium rate would have to be 2.10% or higher to produce an annual surplus.

Finally, under the 1999 recession forecast (C), an annual surplus would also arise for any premium rate of 2.30% or more.

Conclusions and additional observations

For 1999, there would be little risk in setting a rate of 2.30%. As regards the objective of sufficiency, a rate of 2.30% would be 15% higher than the long-term stable rate. It would produce an annual surplus even if a recession occurred in 1999. Under the more likely scenario of stability, reserves could reach $23 billion by the end of 1999, opening the way to a stable long-term rate around 1.90%.

A rate higher than 2.30% would bring the cumulative surplus even higher. With the additional interest earned on such a reserve, a lower level of stable premiums would ultimately be possible. For example, a 1999 rate of 2.50% could be followed by steadily reducing rates to 1.80% and perhaps less (as illustrated in the third block on page 13).

It is likely that a rate as low as 2.00% could also be set for 1999 and kept for the indefinite future, under almost any set of unemployment rates. Although this rate would contain a smaller margin of safety, the current surplus should allow it to be kept even if a recession developed in 1999 and 2000.

•• MISES EN GARDE

1. Les prévisions financières sont des ordres de grandeur, et non des pronostics précis. Un écart important peut surgir dans une année et s'accumuler à plusieurs milliards en trois ou quatre ans. Nous tentons toujours d'exercer une prudence de bon aloi dans nos hypothèses et méthodes.

2. Les prévisions se fondent sur les hypothèses décrites à l'annexe IV. Il va de soi que celles pour le chômage sont décisives. En moyenne depuis vingt ans, une erreur de presque 10 % accompagne la prévision du taux de chômage pour la prochaine année, erreur qui a atteint les 20 % pour la quatrième année de prévision.

   Par ailleurs, une variation d'un point de pourcentage dans le taux de chômage produit une différence de 1,4 milliard $ par année au Compte d'assurance-emploi. Cet impact pourrait atteindre 1,7 milliard lors d'une récession prolongée. Voir l'annexe II.

3. Le rapport des prestataires ordinaires aux chômeurs a baissé à 42 % en 1997, contre 83 % en 1989. Nous supposons que ce rapport augmentera au cours des années pour atteindre 50 % en 2002.

   On pourrait voir une telle hausse si la proportion des chômeurs ayant occupé un emploi dans la dernière année se rétablissait au niveau des années 1980. Cette proportion n'était que de 62 % en 1997 contre 76 % dans les années 1980.

4. Les prévisions tiennent compte des dispositions de la Loi C-12. En vigueur depuis le 30 juin 1996, cette Loi a aujourd'hui produit la majeure partie de ses effets.

   Le plafond cotisable est fixé à 39 000 $ par année jusqu'en 2000. Nous supposons qu'il va ensuite croître au rythme des salaires moyens comme celui du Régime de pensions du Canada.

5. Le montant prévu des dépenses selon la Partie II a été établi à 1,9 milliard pour 1999 et à 2 milliards pour 2000. La gestion et le montant de ces budgets a fait l'objet d'ententes pluriannuelles avec onze des douze gouvernements provinciaux et territoriaux.

   Les montants prévus représentent environ 80 % de la limite permise sous le régime, limite fixée à 0,8% de la rémunération assurable.

•• CAUTIONARY COMMENTS

1. The financial forecasts should be considered as orders of magnitude, not as accurate predictions. A significant deviation can occur even within a single year and could accumulate to many billions over time. Our approach has been to provide a conservative and prudent outlook.

2. Our forecasts are based on the assumptions described in Appendix IV. Unemployment rates are critical in these projections. The average forecasting error for the next year's unemployment rate has been about 10% over the last 20 years. The forecasting error has been about 20% by the fourth year.

   Other things being equal, a variation of one percentage point in the unemployment rate could have a $1.4 billion impact on the EI Account in the short-term, rising towards $1.7 billion during a prolonged downturn. See Appendix II.

3. The ratio of regular beneficiaries to unemployed persons fell from 83% in 1989 to 42% in 1997. We are assuming that this ratio will increase gradually to reach 50% by the year 2002.

   Such an increase could occur, for example, if the proportion of the unemployed with work in the last year returned to the levels seen in the 1980s. This proportion was only 62% in 1997 as compared to 76% during the 1980s.

4. The projections include the impact of Bill C-12 adopted on June 30, 1996. Most of its effects have by now been reflected in the benefit experience.

   Bill C-12 froze the maximum insured earnings at $39,000 until the year 2000. We are assuming that the maximum would then follow the growth of average wages and of the CPP maximum.

5. The costs for employment benefits and measures under Part II are set at $1.9 billion for 1999 and at $2 billion for 2000. Multi-year agreements on the management of those funds exist with eleven of twelve provincial and territorial governments.

   The amounts provided represent about 80% of the maximum spending allowed under the EI program, which is 0.8% of insurable earnings.

•• CONCLUSION D'ENSEMBLE

Les critères établis dans la Loi sur l'assurance-emploi demandent à la Commission de fixer le taux qui, à son avis, permet le mieux d'atteindre les objectifs d'équilibre financier et d'une certaine stabilité des taux au cours d'un cycle économique.

L'an dernier, c'est un taux de 2,70 % qui a été fixé pour 1998. Notre rapport indiquait qu'un taux de 2,40 % pourrait sembler convenable mais que la Commission pourrait fixer un taux différent après évaluation de tous les facteurs pertinents.

Pour 1999, un taux de cotisation entre 2,00 % et 2,50 % pourrait maintenant sembler approprié, encore une fois sujet au jugement que portera la Commission sur la façon d'atteindre les objectifs de la Loi et sur tout autre facteur pertinent.

•• CERTIFICAT ACTUARIEL

L'évaluation d'un régime d'assurance sociale intègre des facteurs différents de ceux qui s'appliquent à l'assurance privée. Compte tenu de ce fait, il est de mon avis qu'aux fins du présent rapport actuariel,

- les données utilisées pour l'analyse et les prévisions sont fiables et suffisantes ;
- les hypothèses sont convenables et appropriées ; et
- la méthodologie utilisée dans les prévisions est adaptée à la nature du régime d'assurance-emploi, et a été appliquée de façon cohérente et uniforme.

Pris dans son ensemble et dans le contexte pour lequel il a été produit, ce rapport est conforme aux principes actuariels généralement reconnus.

•• GENERAL CONCLUSION

The criteria set out in the EI Act require that the Commission set the rate that will, in its opinion and to the extent possible, achieve the objectives of fiscal integrity of the EI Account and of relative premium rate stability, both over a business cycle.

Last year, the premium rate was set at 2.70% for 1998. Our report had indicated that a rate of about 2.40% could seem appropriate but that the Commission could chose a different rate based on its own assessment of relevant factors.

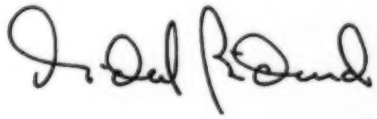
For 1999, a premium rate in the range of 2.00% to 2.50% would now seem suitable, again subject to the Commission's assessment of the objectives of the EI Act and of any other relevant factors which it may wish to consider.

•• ACTUARIAL CERTIFICATE

The evaluation of a social insurance plan involves factors that are different from those which apply to private insurance. Bearing this in mind, in my opinion, for the purposes of this actuarial report,

- the data on which the analysis and forecasts are based are sufficient and reliable;
- the assumptions are adequate and appropriate; and
- the forecasting methodology is suited to the Employment Insurance system, and has been applied in a coherent and consistent manner.

Considered in its totality and in the context for which it has been prepared, this report agrees with generally accepted actuarial principles.



Michel Bédard,
F.I.C.A./F.C.I.A.
Actuaire en chef / Chief Actuary

Assurance, DRHC / Insurance, HRDC
Hull, Canada
le 9 novembre 1998 / November 9, 1998

Prévisions du Compte d'assurance-emploi pour 1998 et 1999
EI Account Forecasts for Calendar Years 1998 and 1999

	1998	1999		
Taux de cotisation / Premium rate	2.70%	2.55%		
Taux de chômage / Unemployment Rate	8.4%	8.4%	9.7%	11.0%
		(en millions de dollars / $ millions)		
Prestations / Benefits	$11,909	$12,571	$13,870	$15,170
Administration, etc.	$1,390	$1,316	$1,478	$1,640
Coûts totaux / Program Costs	$13,299	$13,887	$15,348	$16,810
Intérêts crédités / Interest credits	$713	$1,173	$1,121	$1,068
Revenus de cotisations / Premium Revenues	$19,689	$18,602	$18,301	$18,002
Excédent annuel / Annual Surplus	$7,104	$5,888	$4,074	$2,260
Excédent cumulatif / Cumulative Surplus	$19,058	$24,946	$23,132	$21,318

LISTE DES ANNEXES

Annexe I :
Prévisions du Compte d'assurance-emploi

Annexe II :
Sensibilité des prévisions aux variations dans certaines hypothèses

Annexe III :
Perspective historique du Compte d'assurance-emploi

Annexe IV :
Principales hypothèses de prévisions

Annexe V :
Prévisions pour 1998, automne 1996 et 1997

Annexe VI :
Historique de l'établissement des taux de cotisation d'assurance-emploi de 1972 à 1998

Annexe VII :
Revue historique des clauses de financement du régime d'assurance-chômage / emploi

Annexe VIII :
Principaux changements apportés à la loi ou aux règlements sur l'assurance-emploi, de 1972 à 1998

LIST OF APPENDIXES

Appendix I:
Projection estimates of the EI Account

Appendix II:
Sensitivity of projections to variations in given assumptions

Appendix III:
Historical review of the EI Account

Appendix IV:
Main projection assumptions

Appendix V:
1998 forecasts, fall of 1997 and 1998

Appendix VI:
Review of premium rate-setting under EI from 1972 to 1998

Appendix VII:
Historical review of financing arrangements under the UI / EI program

Appendix VIII:
Review of main legislative and regulatory changes under the EI program, from 1972 to 1998

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Prévision / Forecast A
Stabilité / Stability

Annexe/Appendix I - A

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate	8.4%	8.4%	8.6%	8.4%	8.1%	7.7%	7.5%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		**8,213**	**8,743**	**9,613**	**10,106**	**10,590**	**10,529**	**10,631**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	459	472	487	502	523	545	568
	Maternité/Maternity	703	724	746	769	801	835	870
	Adoption	5	5	5	6	6	6	6
	Parentales/Parental	450	462	477	491	512	534	556
	TOTAL	1,617	1,663	1,715	1,768	1,842	1,920	2,001
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**235**	**235**	**235**	**236**	**242**	**248**	**255**
Travail partagé/Work sharing		10	10	10	10	10	10	10
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	150	150	150	150	150	150	150
	Formation/Training	715	400	400	400	400	400	400
	Subventions salariales/Wage subsidies	95	95	95	95	95	95	95
	Mesures de soutien/Support measures	450	225	225	225	225	225	225
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	360	1,000	1,100	1,200	1,200	1,300	1,300
	Travail ind./self-employment	130	130	130	130	130	130	130
	TOTAL	**1,900**	**2,000**	**2,100**	**2,200**	**2,200**	**2,300**	**2,300**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,974**	**12,651**	**13,673**	**14,320**	**14,884**	**15,008**	**15,197**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(66)	(80)	(99)	(116)	(121)	(121)	(123)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,909**	**12,571**	**13,574**	**14,205**	**14,763**	**14,887**	**15,075**
Frais d'administration/Administration costs		1,371	1,298	1,345	1,349	1,341	1,278	1,230
Créances douteuses/Bad debts		88	93	101	105	109	110	112
Pénalités/Penalties		(69)	(75)	(84)	(88)	(91)	(92)	(93)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		**13,299**	**13,887**	**14,936**	**15,571**	**16,122**	**16,183**	**16,323**
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		311,557	318,955	326,430	336,393	350,517	365,437	379,762
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(784)	(922)	(933)	(759)	(768)	(775)	(807)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.88%	1.93%	2.03%	2.02%	2.01%	1.93%	1.88%

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 175 millions annuellement pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000 respectivement. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000 respectively.

Prévision / Forecast A
Stabilité / Stability

Annexe/Appendix I - A

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate	8.4%	8.4%	8.6%	8.4%	8.1%	7.7%	7.5%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		**8,213**	**8,743**	**9,613**	**10,106**	**10,590**	**10,529**	**10,631**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	459	472	487	502	523	545	568
	Maternité/Maternity	703	724	746	769	801	835	870
	Adoption	5	5	5	6	6	6	6
	Parentales/Parental	450	462	477	491	512	534	556
	TOTAL	**1,617**	**1,663**	**1,715**	**1,768**	**1,842**	**1,920**	**2,001**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**235**	**235**	**235**	**236**	**242**	**248**	**255**
Travail partagé/Work sharing		10	10	10	10	10	10	10
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	150	150	150	150	150	150	150
	Formation/Training	715	400	400	400	400	400	400
	Subventions salariales/Wage subsidies	95	95	95	95	95	95	95
	Mesures de soutien/Support measures	450	225	225	225	225	225	225
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	360	1,000	1,100	1,200	1,200	1,300	1,300
	Travail ind./self-employment	130	130	130	130	130	130	130
	TOTAL	**1,900**	**2,000**	**2,100**	**2,200**	**2,200**	**2,300**	**2,300**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,974**	**12,651**	**13,673**	**14,320**	**14,884**	**15,008**	**15,197**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(66)	(80)	(99)	(116)	(121)	(121)	(123)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,909**	**12,571**	**13,574**	**14,205**	**14,763**	**14,887**	**15,075**
Frais d'administration/Administration costs		1,371	1,298	1,345	1,349	1,341	1,278	1,230
Créances douteuses/Bad debts		88	93	101	105	109	110	112
Pénalités/Penalties		(69)	(75)	(84)	(88)	(91)	(92)	(93)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		**13,299**	**13,887**	**14,936**	**15,571**	**16,122**	**16,183**	**16,323**
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		311,557	318,955	326,430	336,393	350,517	365,437	379,762
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(784)	(922)	(933)	(759)	(768)	(775)	(807)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.88%	1.93%	2.03%	2.02%	2.01%	1.93%	1.88%

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 175 millions annuellement pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000 respectivement. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000 respectively

Prévision / Forecast A
Stabilité / Stability

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1998 À 2004/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1998 TO 2004

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate		8.4%	8.4%	8.6%	8.4%	8.1%	7.7%	7.7%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,299	13,887	14,936	15,571	16,122	16,183	16,323
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.70%	2.70%	2.60%	2.30%	2.00%	1.70%	1.70%
	II	2.70%	2.50%	2.30%	2.10%	1.90%	1.80%	1.80%
	III	2.70%	2.30%	1.90%	1.90%	1.90%	2.10%	1.90%
	IV	2.70%	2.10%	2.10%	2.10%	1.90%	1.90%	1.90%
	V	2.70%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	713	1,206	1,624	1,758	1,869	1,872	1,874
	II	713	1,162	1,465	1,500	1,541	1,537	1,567
	III	713	1,119	1,283	1,201	1,192	1,247	1,349
	IV	713	1,075	1,241	1,243	1,275	1,285	1,348
	V	713	1,053	1,173	1,135	1,166	1,217	1,321
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,586	12,681	13,312	13,812	14,252	14,311	14,449
	II	12,586	12,724	13,471	14,070	14,581	14,646	14,757
	III	12,586	12,768	13,653	14,370	14,930	14,936	14,974
	IV	12,586	12,812	13,696	14,328	14,847	14,898	14,976
	V	12,586	12,834	13,763	14,436	14,955	14,966	15,002
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	19,689	19,728	19,426	17,808	16,056	14,133	14,687
	II	19,689	18,226	17,119	16,208	15,222	15,002	15,590
	III	19,689	16,724	14,043	14,609	15,222	17,608	16,492
	IV	19,689	15,221	15,581	16,208	15,222	15,870	16,492
	V	19,689	14,470	14,812	15,409	16,056	16,739	17,395
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	7,104	7,048	6,115	3,995	1,803	(178)	238
	II	7,104	5,502	3,648	2,138	642	355	833
	III	7,104	3,955	390	239	293	2,671	1,518
	IV	7,104	2,409	1,886	1,880	375	973	1,517
	V	7,104	1,636	1,049	973	1,100	1,773	2,393
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	19,058	26,106	32,220	36,215	38,019	37,841	38,079
	II	19,058	24,559	28,208	30,346	30,988	31,343	32,176
	III	19,058	23,013	23,403	23,642	23,935	26,606	28,124
	IV	19,058	21,467	23,353	25,233	25,609	26,581	28,098
	V	19,058	20,694	21,743	22,716	23,816	25,590	27,983

Prévision / Forecast B
Ralentissement / Slowdown

Annexe/Appendix I - B

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate	8.4%	9.7%	10.2%	9.8%	9.3%	8.7%	8.2%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		8,213	10,079	11,487	11,875	12,166	11,799	11,624
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	459	464	476	492	515	539	563
	Maternité/Maternity	703	712	730	755	789	826	863
	Adoption	5	5	5	6	6	6	6
	Parentales/Parental	450	455	467	483	504	528	552
	TOTAL	1,617	1,637	1,679	1,736	1,815	1,898	1,984
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		235	235	235	236	242	248	255
Travail partagé/Work sharing		10	10	10	10	10	10	10
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	150	150	150	150	150	150	150
	Formation/Training	715	400	400	400	400	400	400
	Subventions salariales/Wage subsidies	95	95	95	95	95	95	95
	Mesures de soutien/Support measures	450	225	225	225	225	225	225
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	360	1,000	1,100	1,200	1,200	1,300	1,300
	Travail ind./self-employment	130	130	130	130	130	130	130
	TOTAL	1,900	2,000	2,100	2,200	2,200	2,300	2,300
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		11,974	13,961	15,512	16,057	16,433	16,256	16,173
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(66)	(90)	(114)	(132)	(136)	(133)	(132)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		11,909	13,870	15,397	15,925	16,297	16,123	16,040
Frais d'administration/Administration costs		1,371	1,458	1,556	1,538	1,502	1,404	1,325
Créances douteuses/Bad debts		88	103	114	118	121	119	119
Pénalités/Penalties		(69)	(83)	(95)	(98)	(101)	(100)	(99)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		13,299	15,348	16,972	17,483	17,819	17,546	17,385
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		311,557	313,853	319,653	330,272	345,285	361,224	376,482
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(784)	(910)	(917)	(746)	(756)	(767)	(799)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.88%	2.16%	2.33%	2.30%	2.24%	2.11%	2.01%

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 175 millions annuellement pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000 respectivement. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000 respectively.

Prévision / Forecast A
Stabilité / Stability

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1998 À 2004/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1998 TO 2004

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate		8.4%	8.4%	8.6%	8.4%	8.1%	7.7%	7.7%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,299	13,887	14,936	15,571	16,122	16,183	16,323
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.70%	2.70%	2.60%	2.30%	2.00%	1.70%	1.70%
	II	2.70%	2.50%	2.30%	2.10%	1.90%	1.80%	1.80%
	III	2.70%	2.30%	1.90%	1.90%	1.90%	2.10%	1.90%
	IV	2.70%	2.10%	2.10%	2.10%	1.90%	1.90%	1.90%
	V	2.70%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	713	1,206	1,624	1,758	1,869	1,872	1,874
	II	713	1,162	1,465	1,500	1,541	1,537	1,567
	III	713	1,119	1,283	1,201	1,192	1,247	1,349
	IV	713	1,075	1,241	1,243	1,275	1,285	1,348
	V	713	1,053	1,173	1,135	1,166	1,217	1,321
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,586	12,681	13,312	13,812	14,252	14,311	14,449
	II	12,586	12,724	13,471	14,070	14,581	14,646	14,757
	III	12,586	12,768	13,653	14,370	14,930	14,936	14,974
	IV	12,586	12,812	13,696	14,328	14,847	14,898	14,976
	V	12,586	12,834	13,763	14,436	14,955	14,966	15,002
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	19,689	19,728	19,426	17,808	16,056	14,133	14,687
	II	19,689	18,226	17,119	16,208	15,222	15,002	15,590
	III	19,689	16,724	14,043	14,609	15,222	17,608	16,492
	IV	19,689	15,221	15,581	16,208	15,222	15,870	16,492
	V	19,689	14,470	14,812	15,409	16,056	16,739	17,395
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	7,104	7,048	6,115	3,995	1,803	(178)	238
	II	7,104	5,502	3,648	2,138	642	355	833
	III	7,104	3,955	390	239	293	2,671	1,518
	IV	7,104	2,409	1,886	1,880	375	973	1,517
	V	7,104	1,636	1,049	973	1,100	1,773	2,393
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	19,058	26,106	32,220	36,215	38,019	37,841	38,079
	II	19,058	24,559	28,208	30,346	30,988	31,343	32,176
	III	19,058	23,013	23,403	23,642	23,935	26,606	28,124
	IV	19,058	21,467	23,353	25,233	25,609	26,581	28,098
	V	19,058	20,694	21,743	22,716	23,816	25,590	27,983

Prévision / Forecast B
Ralentissement / Slowdown

Annexe/Appendix I - B

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate	8.4%	9.7%	10.2%	9.8%	9.3%	8.7%	8.2%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		**8,213**	**10,079**	**11,487**	**11,875**	**12,166**	**11,799**	**11,624**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	459	464	476	492	515	539	563
	Maternité/Maternity	703	712	730	755	789	826	863
	Adoption	5	5	5	6	6	6	6
	Parentales/Parental	450	455	467	483	504	528	552
	TOTAL	1,617	1,637	1,679	1,736	1,815	1,898	1,984
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**235**	**235**	**235**	**236**	**242**	**248**	**255**
Travail partagé/Work sharing		10	10	10	10	10	10	10
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	150	150	150	150	150	150	150
	Formation/Training	715	400	400	400	400	400	400
	Subventions salariales/Wage subsidies	95	95	95	95	95	95	95
	Mesures de soutien/Support measures	450	225	225	225	225	225	225
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	360	1,000	1,100	1,200	1,200	1,300	1,300
	Travail ind./self-employment	130	130	130	130	130	130	130
	TOTAL	**1,900**	**2,000**	**2,100**	**2,200**	**2,200**	**2,300**	**2,300**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,974**	**13,961**	**15,512**	**16,057**	**16,433**	**16,256**	**16,173**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(66)	(90)	(114)	(132)	(136)	(133)	(132)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,909**	**13,870**	**15,397**	**15,925**	**16,297**	**16,123**	**16,040**
Frais d'administration/Administration costs		1,371	1,458	1,556	1,538	1,502	1,404	1,325
Créances douteuses/Bad debts		88	103	114	118	121	119	119
Pénalités/Penalties		(69)	(83)	(95)	(98)	(101)	(100)	(99)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		**13,299**	**15,348**	**16,972**	**17,483**	**17,819**	**17,546**	**17,385**
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		311,557	313,853	319,653	330,272	345,285	361,224	376,482
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(784)	(910)	(917)	(746)	(756)	(767)	(799)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.88%	2.16%	2.33%	2.30%	2.24%	2.11%	2.01%

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 175 millions annuellement pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000 respectivement / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000 respectively

Prévision / Forecast B
Ralentissement / Slowdown

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1998 À 2004/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1998 TO 2004

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate		8.4%	9.7%	10.2%	9.8%	9.3%	8.7%	8.2%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,299	15,348	16,972	17,483	17,819	17,546	17,385
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.70%	2.70%	2.60%	2.30%	2.00%	1.70%	1.70%
	II	2.70%	2.50%	2.30%	2.10%	1.90%	1.80%	1.80%
	III	2.70%	2.30%	1.90%	1.90%	1.90%	2.10%	1.90%
	IV	2.70%	2.10%	2.10%	2.10%	1.90%	1.90%	1.90%
	V	2.70%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	713	1,153	1,443	1,457	1,450	1,352	1,259
	II	713	1,110	1,286	1,204	1,128	1,023	958
	III	713	1,067	1,107	910	785	739	745
	IV	713	1,024	1,065	951	866	776	743
	V	713	1,002	999	845	760	709	718
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,586	14,195	15,529	16,026	16,369	16,194	16,126
	II	12,586	14,238	15,685	16,279	16,691	16,524	16,428
	III	12,586	14,281	15,865	16,573	17,034	16,808	16,640
	IV	12,586	14,324	15,906	16,532	16,953	16,770	16,642
	V	12,586	14,346	15,973	16,638	17,059	16,837	16,667
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	19,689	19,410	19,019	17,484	15,816	13,970	14,560
	II	19,689	17,932	16,761	15,913	14,995	14,829	15,455
	III	19,689	16,453	13,749	14,343	14,995	17,405	16,350
	IV	19,689	14,975	15,255	15,913	14,995	15,687	16,350
	V	19,689	14,236	14,502	15,128	15,816	16,546	17,245
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	7,104	5,214	3,490	1,458	(553)	(2,224)	(1,566)
	II	7,104	3,693	1,075	(365)	(1,696)	(1,695)	(973)
	III	7,104	2,172	(2,116)	(2,230)	(2,039)	597	(290)
	IV	7,104	651	(652)	(618)	(1,958)	(1,083)	(292)
	V	7,104	(110)	(1,471)	(1,509)	(1,243)	(291)	578
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	19,058	24,272	27,762	29,220	28,667	26,443	24,876
	II	19,058	22,751	23,826	23,461	21,765	20,070	19,097
	III	19,058	21,230	19,114	16,885	14,846	15,443	15,153
	IV	19,058	19,709	19,057	18,439	16,481	15,398	15,106
	V	19,058	18,948	17,477	15,968	14,725	14,434	15,011

Prévision / Forecast C
Récession / Recession

Annexe/Appendix I - C

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate	8.4%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		**8,213**	**11,415**	**13,362**	**13,644**	**13,742**	**13,069**	**12,616**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	459	457	466	483	507	532	558
	Maternité/Maternity	703	700	715	741	777	816	855
	Adoption	5	5	5	6	6	6	6
	Parentales/Parental	450	448	457	474	497	522	547
	TOTAL	**1,617**	**1,610**	**1,644**	**1,704**	**1,787**	**1,876**	**1,967**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**235**	**235**	**235**	**236**	**242**	**248**	**255**
Travail partagé/Work sharing		10	10	10	10	10	10	10
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	150	150	150	150	150	150	150
	Formation/Training	715	400	400	400	400	400	400
	Subventions salariales/Wage subsidies	95	95	95	95	95	95	95
	Mesures de soutien/Support measures	450	225	225	225	225	225	225
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	360	1,000	1,100	1,200	1,200	1,300	1,300
	Travail ind./self-employment	130	130	130	130	130	130	130
	TOTAL	**1,900**	**2,000**	**2,100**	**2,200**	**2,200**	**2,300**	**2,300**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,974**	**15,270**	**17,351**	**17,794**	**17,982**	**17,504**	**17,148**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(66)	(100)	(130)	(149)	(150)	(145)	(142)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,909**	**15,170**	**17,221**	**17,645**	**17,831**	**17,359**	**17,006**
Frais d'administration/Administration costs		1,371	1,618	1,764	1,728	1,664	1,532	1,423
Créances douteuses/Bad debts		88	112	128	131	132	129	126
Pénalités/Penalties		(69)	(91)	(106)	(109)	(110)	(107)	(105)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		**13,299**	**16,810**	**19,006**	**19,395**	**19,517**	**18,912**	**18,450**
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		311,557	308,768	312,906	324,175	340,069	357,022	373,209
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(784)	(898)	(901)	(732)	(745)	(758)	(792)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.88%	2.39%	2.65%	2.59%	2.48%	2.30%	2.15%

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 175 millions annuellement pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000 respectivement / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000 respectively

Prévision / Forecast B
Ralentissement / Slowdown

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1998 À 2004/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1998 TO 2004

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate		8.4%	9.7%	10.2%	9.8%	9.3%	8.7%	8.2%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,299	15,348	16,972	17,483	17,819	17,546	17,385
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.70%	2.70%	2.60%	2.30%	2.00%	1.70%	1.70%
	II	2.70%	2.50%	2.30%	2.10%	1.90%	1.80%	1.80%
	III	2.70%	2.30%	1.90%	1.90%	1.90%	2.10%	1.90%
	IV	2.70%	2.10%	2.10%	2.10%	1.90%	1.90%	1.90%
	V	2.70%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	713	1,153	1,443	1,457	1,450	1,352	1,259
	II	713	1,110	1,286	1,204	1,128	1,023	958
	III	713	1,067	1,107	910	785	739	745
	IV	713	1,024	1,065	951	866	776	743
	V	713	1,002	999	845	760	709	718
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,586	14,195	15,529	16,026	16,369	16,194	16,126
	II	12,586	14,238	15,685	16,279	16,691	16,524	16,428
	III	12,586	14,281	15,865	16,573	17,034	16,808	16,640
	IV	12,586	14,324	15,906	16,532	16,953	16,770	16,642
	V	12,586	14,346	15,973	16,638	17,059	16,837	16,667
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	19,689	19,410	19,019	17,484	15,816	13,970	14,560
	II	19,689	17,932	16,761	15,913	14,995	14,829	15,455
	III	19,689	16,453	13,749	14,343	14,995	17,405	16,350
	IV	19,689	14,975	15,255	15,913	14,995	15,687	16,350
	V	19,689	14,236	14,502	15,128	15,816	16,546	17,245
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	7,104	5,214	3,490	1,458	(553)	(2,224)	(1,566)
	II	7,104	3,693	1,075	(365)	(1,696)	(1,695)	(973)
	III	7,104	2,172	(2,116)	(2,230)	(2,039)	597	(290)
	IV	7,104	651	(652)	(618)	(1,958)	(1,083)	(292)
	V	7,104	(110)	(1,471)	(1,509)	(1,243)	(291)	578
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	19,058	24,272	27,762	29,220	28,667	26,443	24,876
	II	19,058	22,751	23,826	23,461	21,765	20,070	19,097
	III	19,058	21,230	19,114	16,885	14,846	15,443	15,153
	IV	19,058	19,709	19,057	18,439	16,481	15,398	15,106
	V	19,058	18,948	17,477	15,968	14,725	14,434	15,011

Prévision / Forecast C
Récession / Recession

Annexe/Appendix I - C

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate	8.4%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		**8,213**	**11,415**	**13,362**	**13,644**	**13,742**	**13,069**	**12,616**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	459	457	466	483	507	532	558
	Maternité/Maternity	703	700	715	741	777	816	855
	Adoption	5	5	5	6	6	6	6
	Parentales/Parental	450	448	457	474	497	522	547
	TOTAL	**1,617**	**1,610**	**1,644**	**1,704**	**1,787**	**1,876**	**1,967**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**235**	**235**	**235**	**236**	**242**	**248**	**255**
Travail partagé/Work sharing		10	10	10	10	10	10	10
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	150	150	150	150	150	150	150
	Formation/Training	715	400	400	400	400	400	400
	Subventions salariales/Wage subsidies	95	95	95	95	95	95	95
	Mesures de soutien/Support measures	450	225	225	225	225	225	225
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	360	1,000	1,100	1,200	1,200	1,300	1,300
	Travail ind./self-employment	130	130	130	130	130	130	130
	TOTAL	**1,900**	**2,000**	**2,100**	**2,200**	**2,200**	**2,300**	**2,300**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,974**	**15,270**	**17,351**	**17,794**	**17,982**	**17,504**	**17,148**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(66)	(100)	(130)	(149)	(150)	(145)	(142)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,909**	**15,170**	**17,221**	**17,645**	**17,831**	**17,359**	**17,006**
Frais d'administration/Administration costs		1,371	1,618	1,764	1,728	1,664	1,532	1,423
Créances douteuses/Bad debts		88	112	128	131	132	129	126
Pénalités/Penalties		(69)	(91)	(106)	(109)	(110)	(107)	(105)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		**13,299**	**16,810**	**19,006**	**19,395**	**19,517**	**18,912**	**18,450**
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		311,557	308,768	312,906	324,175	340,069	357,022	373,209
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(784)	(898)	(901)	(732)	(745)	(758)	(792)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.88%	2.39%	2.65%	2.59%	2.48%	2.30%	2.15%

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 175 millions annuellement pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000 respectivement. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000 respectively.

Prévision / Forecast C
Récession / Recession

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1998 À 2004/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1998 TO 2004

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate		8.4%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,299	16,810	19,006	19,395	19,517	18,912	18,450
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.70%	2.70%	2.60%	2.30%	2.00%	1.70%	1.70%
	II	2.70%	2.50%	2.30%	2.10%	1.90%	1.80%	1.80%
	III	2.70%	2.30%	1.90%	1.90%	1.90%	2.10%	1.90%
	IV	2.70%	2.10%	2.10%	2.10%	1.90%	1.90%	1.90%
	V	2.70%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	713	1,100	1,261	1,156	1,032	832	644
	II	713	1,057	1,108	908	715	509	349
	III	713	1,015	932	620	379	231	142
	IV	713	973	891	660	458	267	139
	V	713	952	825	556	354	202	115
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,586	15,710	17,745	18,238	18,486	18,079	17,806
	II	12,586	15,752	17,898	18,486	18,802	18,402	18,101
	III	12,586	15,795	18,074	18,775	19,138	18,680	18,308
	IV	12,586	15,837	18,115	18,735	19,059	18,644	18,311
	V	12,586	15,858	18,181	18,839	19,163	18,709	18,335
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	19,689	19,092	18,614	17,161	15,577	13,807	14,433
	II	19,689	17,638	16,403	15,620	14,769	14,656	15,321
	III	19,689	16,184	13,456	14,078	14,769	17,202	16,208
	IV	19,689	14,730	14,930	15,620	14,769	15,505	16,208
	V	19,689	14,003	14,193	14,849	15,577	16,354	17,095
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	7,104	3,382	869	(1,077)	(2,909)	(4,272)	(3,372)
	II	7,104	1,886	(1,495)	(2,867)	(4,033)	(3,746)	(2,780)
	III	7,104	390	(4,618)	(4,696)	(4,369)	(1,478)	(2,100)
	IV	7,104	(1,107)	(3,186)	(3,115)	(4,290)	(3,140)	(2,103)
	V	7,104	(1,855)	(3,988)	(3,990)	(3,586)	(2,356)	(1,240)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	19,058	22,440	23,309	22,232	19,323	15,051	11,679
	II	19,058	20,944	19,449	16,582	12,549	8,802	6,022
	III	19,058	19,448	14,830	10,133	5,764	4,286	2,186
	IV	19,058	17,951	14,766	11,650	7,360	4,220	2,117
	V	19,058	17,203	13,215	9,225	5,639	3,283	2,043

Prévision / Forecast C
Récession / Recession

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1998 À 2004/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1998 TO 2004

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de chômage/Unemployment rate		8.4%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,299	16,810	19,006	19,395	19,517	18,912	18,450
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.70%	2.70%	2.60%	2.30%	2.00%	1.70%	1.70%
	II	2.70%	2.50%	2.30%	2.10%	1.90%	1.80%	1.80%
	III	2.70%	2.30%	1.90%	1.90%	1.90%	2.10%	1.90%
	IV	2.70%	2.10%	2.10%	2.10%	1.90%	1.90%	1.90%
	V	2.70%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	713	1,100	1,261	1,156	1,032	832	644
	II	713	1,057	1,108	908	715	509	349
	III	713	1,015	932	620	379	231	142
	IV	713	973	891	660	458	267	139
	V	713	952	825	556	354	202	115
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,586	15,710	17,745	18,238	18,486	18,079	17,806
	II	12,586	15,752	17,898	18,486	18,802	18,402	18,101
	III	12,586	15,795	18,074	18,775	19,138	18,680	18,308
	IV	12,586	15,837	18,115	18,735	19,059	18,644	18,311
	V	12,586	15,858	18,181	18,839	19,163	18,709	18,335
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	19,689	19,092	18,614	17,161	15,577	13,807	14,433
	II	19,689	17,638	16,403	15,620	14,769	14,656	15,321
	III	19,689	16,184	13,456	14,078	14,769	17,202	16,208
	IV	19,689	14,730	14,930	15,620	14,769	15,505	16,208
	V	19,689	14,003	14,193	14,849	15,577	16,354	17,095
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	7,104	3,382	869	(1,077)	(2,909)	(4,272)	(3,372)
	II	7,104	1,886	(1,495)	(2,867)	(4,033)	(3,746)	(2,780)
	III	7,104	390	(4,618)	(4,696)	(4,369)	(1,478)	(2,100)
	IV	7,104	(1,107)	(3,186)	(3,115)	(4,290)	(3,140)	(2,103)
	V	7,104	(1,855)	(3,988)	(3,990)	(3,586)	(2,356)	(1,240)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	19,058	22,440	23,309	22,232	19,323	15,051	11,679
	II	19,058	20,944	19,449	16,582	12,549	8,802	6,022
	III	19,058	19,448	14,830	10,133	5,764	4,286	2,186
	IV	19,058	17,951	14,766	11,650	7,360	4,220	2,117
	V	19,058	17,203	13,215	9,225	5,639	3,283	2,043

PRÉVISIONS DU COMPTE À PLUS LONG TERME
LONGER TERM PROJECTIONS FOR EI ACCOUNT

(en millions de dollars/ in millions of dollars)

	PRÉVISION / FORECAST A *Stabilité / Stability* *Taux de cotisation stable = 1,90 %* *Stable premium rate = 1.90%*			PRÉVISION / FORECAST B *Ralentissement / Slowdown* *Taux de cotisation stable = 2,00 %* *Stable premium rate = 2.00%*			PRÉVISION / FORECAST C *Récession / Recession* *Taux de cotisation stable = 2,10 %* *Stable premium rate = 2.10%*		
	Excédent (déficit) / Surplus (deficit)			Excédent (déficit) / Surplus (deficit)			Excédent (déficit) / Surplus (deficit)		
	Annuel/ Annual	*Chômage Unemploy.*	Cumulatif/ Cumulative	Annuel/ Annual	*Chômage Unemploy.*	Cumulatif/ Cumulative	Annuel/ Annual	*Chômage Unemploy.*	Cumulatif/ Cumulative
1998	7,104	8.4%	19,058	7,104	8.4%	19,058	7,104	8.4%	19,058
1999	863	8.4%	19,921	(110)	9.7%	18,948	(1,107)	11.0%	17,951
2000	212	8.6%	20,133	(1,471)	10.2%	17,477	(3,186)	11.9%	14,765
2001	65	8.4%	20,198	(1,509)	9.8%	15,968	(3,115)	11.3%	11,650
2002	113	8.1%	20,311	(1,243)	9.3%	14,725	(2,629)	10.5%	9,021
2003	702	7.7%	21,013	(291)	8.7%	14,434	(1,312)	9.6%	7,709
2004	1,233	7.5%	22,246	578	8.2%	15,012	(103)	8.9%	7,606
2005	556	8.0%	22,802	1,321	7.9%	16,333	2,074	7.8%	9,680
2006	(249)	8.5%	22,553	1,347	8.0%	17,680	2,941	7.5%	12,621
2007	(1,157)	9.0%	21,396	482	8.6%	18,162	2,120	8.1%	14,741
2008	(2,229)	9.5%	19,167	(2,270)	10.0%	15,892	(2,341)	10.4%	12,400
2009	(3,325)	10.0%	15,842	(3,784)	10.7%	12,108	(4,281)	11.3%	8,119
2010	(4,601)	10.5%	11,241	(4,451)	10.9%	7,657	(4,332)	11.2%	3,787

Note : Les chiffres supposent le taux de cotisation stable indiqué après 1998. / Figures are based on the hypothetical stable premium rate after 1998.

SENSIBILITÉ DES PRÉVISIONS AUX VARIATIONS DANS CERTAINES HYPOTHÈSES

1. Si on augmentait ou réduisait l'hypothèse du taux de chômage de 1 point de pourcentage :

   1.1. le solde du Compte varierait d'environ 1,4 milliard $ en 1999 (1,1 milliard viserait les prestations ordinaires ; le reste toucherait les recettes de cotisations et les montants d'intérêts) ;

   1.2. de même, le solde du Compte serait réduit ou augmenté d'environ 1,7 milliard $ en 2004.

2. Si on augmentait le rapport entre les bénéficiaires ordinaires et les chômeurs de 1 point de pourcentage, il en résulterait des coûts additionnels de 200 millions $ par année.

3. Finalement, si on variait le taux de cotisation ouvrière de 0,10 %, cela aurait à peu près l'effet suivant sur l'excédent (ou le déficit) annuel :

   760 millions de dollars pour 1999, et de
   920 millions de dollars pour 2004.

SENSITIVITY OF PROJECTIONS TO VARIATIONS IN GIVEN ASSUMPTIONS

1. If the unemployment rate assumption was increased or reduced by 1 percentage point:

   1.1. the Account balance would vary by about $1.4 billion in 1999 (regular benefits would change by $1.1 billion; the remainder would affect premium revenues and interest amounts);

   1.2. similarly, the Account balance would be reduced or increased by approximately $1.7 billion in 2004.

2. If the ratio of regular beneficiaries to unemployed was increased by 1 percentage point, additional costs of $200 million would arise for each year.

3. Finally, the impact on the annual surplus (or deficit) of a variation of 0.10% change in the employee premium rate would approximately be:

   $760 million for 1999, up to
   $920 million for 2004.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

		1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Taux de chômage/Unemployment rate		6.2%	5.5%	5.3%	6.9%	7.1%	8.1%	8.3%	7.4%	7.5%
		(en millions de $ / $ million)								
A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS										
Projet/Project Z (1972); C-52 (1977)		64					19			
Prestations ordinaires/Regular Benefits		1,755	1,835	1,903	2,886	3,017	3,514	4,027	3,431	3,748
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	62	90	111	126	139	157	159	146	156
	Maternité/Maternity	37	67	82	102	140	172	195	208	235
	Parentales/Parental	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Retraite/Retirement	2	4	4	6	18	14	15	15	16
	TOTAL	**102**	**160**	**197**	**234**	**297**	**343**	**369**	**369**	**406**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		20	20	23	24	29	48	63	71	83
Fins productives / Developmental Uses	Travail partagé/Work sharing							1	0	-
	Création d'emploi/Job creation								1	1
	Formation/Training	2	11	9	15	19	23	78	138	157
	TOTAL	**2**	**11**	**9**	**15**	**19**	**23**	**79**	**138**	**157**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**1,879**	**2,026**	**2,131**	**3,159**	**3,362**	**3,928**	**4,538**	**4,009**	**4,394**
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.		(11)	(22)	(15)	(29)	(30)	(28)	(30)	(35)	(32)
Rembours. de prestations/Benefit repayments									(27)	(30)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**1,868**	**2,004**	**2,116**	**3,130**	**3,332**	**3,900**	**4,508**	**3,947**	**4,332**
Frais d'administration/Administration costs		122	141	163	192	207	234	277	267	490
Créances douteuses/Bad debts							4	5	7	5
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)		1	16	27	14	(8)	(12)	(20)	(25)	(12)
Pénalités/Penalties			(1)	(1)	(1)	(2)	(2)	(7)	(4)	(4)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		**1,991**	**2,161**	**2,305**	**3,334**	**3,529**	**4,124**	**4,762**	**4,192**	**4,811**
Part du gouvernement/Government cost *1		880	917	875	1,707	1,356	1,788	2,255	1,295	1,037
Part du secteur privé/ER/EE cost		1,111	1,243	1,430	1,627	2,172	2,336	2,507	2,897	3,774
B. RECETTES/REVENUES										
Recettes de cotisations/Premium revenue		723	895	1,516	1,953	2,476	2,551	2,838	2,812	3,125
Cotisations des pêcheurs/Fishing premiums			(2)	(2)	(4)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Recettes nettes/Net revenue		**723**	**893**	**1,515**	**1,949**	**2,473**	**2,547**	**2,834**	**2,806**	**3,118**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)										
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)		(388)	(350)	85	321	301	210	327	(91)	(656)
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative		(152)	(502)	(418)	(97)	204	414	741	650	(6)
D. DIVERS/MISCELLANEOUS INFORMATION										
Rémunération assurable/Insurable earnings		41,439	47,158	54,047	60,999	67,865	75,794	83,733	93,084	103,703
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *2		(5)	(53)	(85)	(116)	(132)	(164)	(188)	(202)	(228)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.12%	*3 1.15%	*3 1.17%	*3 1.19%	1.41%	1.37%	1.34%	1.39%	1.61%
Taux qui aurait couvert les coûts totaux/ Hypothetical break-even rate for total costs		2.01%	1.96%	1.84%	2.36%	2.25%	2.36%	2.46%	1.97%	2.02%
Taux de cotisation ouvrière/EE premium rate		0.90%	1.00%	1.40%	1.40%	1.65%	1.50%	1.50%	1.35%	1.35%

*1 Avant déduction des cotisations des pêcheurs. / Before deducting fishing premiums.

*2 Rajustements négatifs pour réductions de cotisations, cotisations de pêcheurs et remboursements de cotisations. / Negative adjustments for premium reductions, fishing premiums and premium refunds.

*3 Compte tenu des taux préférentiels, les points morts étaient: 1,43 % pour 1972, 1,32 % pour 1973 et 1,24 % pour 1974. / Accounting for preferential rates, break-even rates were: 1.43% for 1972, 1.32% for 1973 and 1.24% for 1974.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

		1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Taux de chômage/Unemployment rate		6.2%	5.5%	5.3%	6.9%	7.1%	8.1%	8.3%	7.4%	7.5%
					(en millions de $ / $ million)					
A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS										
Projet/Project Z (1972); C-52 (1977)		64					19			
Prestations ordinaires/Regular Benefits		**1,755**	**1,835**	**1,903**	**2,886**	**3,017**	**3,514**	**4,027**	**3,431**	**3,748**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	62	90	111	126	139	157	159	146	156
	Maternité/Maternity	37	67	82	102	140	172	195	208	235
	Parentales/Parental	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Retraite/Retirement	2	4	4	6	18	14	15	15	16
	TOTAL	**102**	**160**	**197**	**234**	**297**	**343**	**369**	**369**	**406**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		20	20	23	24	29	48	63	71	83
Fins productives / Developmental Uses	Travail partagé/Work sharing							1	0	-
	Création d'emploi/Job creation								1	1
	Formation/Training	2	11	9	15	19	23	78	138	157
	TOTAL	**2**	**11**	**9**	**15**	**19**	**23**	**79**	**138**	**157**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**1,879**	**2,026**	**2,131**	**3,159**	**3,362**	**3,928**	**4,538**	**4,009**	**4,394**
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.		(11)	(22)	(15)	(29)	(30)	(28)	(30)	(35)	(32)
Rembours. de prestations/Benefit repayments									(27)	(30)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**1,868**	**2,004**	**2,116**	**3,130**	**3,332**	**3,900**	**4,508**	**3,947**	**4,332**
Frais d'administration/Administration costs		122	141	163	192	207	234	277	267	490
Créances douteuses/Bad debts							4	5	7	5
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)		1	16	27	14	(8)	(12)	(20)	(25)	(12)
Pénalités/Penalties			(1)	(1)	(1)	(2)	(2)	(7)	(4)	(4)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		**1,991**	**2,161**	**2,305**	**3,334**	**3,529**	**4,124**	**4,762**	**4,192**	**4,811**
Part du gouvernement/Government cost *1		880	917	875	1,707	1,356	1,788	2,255	1,295	1,037
Part du secteur privé/ER/EE cost		1,111	1,243	1,430	1,627	2,172	2,336	2,507	2,897	3,774
B. RECETTES/REVENUES										
Recettes de cotisations/Premium revenue		723	895	1,516	1,953	2,476	2,551	2,838	2,812	3,125
Cotisations des pêcheurs/Fishing premiums			(2)	(2)	(4)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Recettes nettes/Net revenue		**723**	**893**	**1,515**	**1,949**	**2,473**	**2,547**	**2,834**	**2,806**	**3,118**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)										
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)		**(388)**	**(350)**	**85**	**321**	**301**	**210**	**327**	**(91)**	**(656)**
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative		**(152)**	**(502)**	**(418)**	**(97)**	**204**	**414**	**741**	**650**	**(6)**
D. DIVERS/MISCELLANEOUS INFORMATION										
Rémunération assurable/Insurable earnings		41,439	47,158	54,047	60,999	67,865	75,794	83,733	93,084	103,703
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *2		(5)	(53)	(85)	(116)	(132)	(164)	(188)	(202)	(228)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.12% *3	1.15% *3	1.17% *3	1.19%	1.41%	1.37%	1.34%	1.39%	1.61%
Taux qui aurait couvert les coûts totaux/ Hypothetical break-even rate for total costs		2.01%	1.96%	1.84%	2.36%	2.25%	2.36%	2.46%	1.97%	2.02%
Taux de cotisation ouvrière/EE premium rate		0.90%	1.00%	1.40%	1.40%	1.65%	1.50%	1.50%	1.35%	1.35%

*1 Avant déduction des cotisations des pêcheurs. / Before deducting fishing premiums.

*2 Rajustements négatifs pour réductions de cotisations, cotisations de pêcheurs et remboursements de cotisations. / Negative adjustments for premium reductions, fishing premiums and premium refunds.

*3 Compte tenu des taux préférentiels, les points morts étaient: 1,43 % pour 1972, 1,32 % pour 1973 et 1,24 % pour 1974. / Accounting for preferential rates, break-even rates were: 1.43% for 1972, 1.32% for 1973 and 1.24% for 1974.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

		1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990 *3
Taux de chômage/Unemployment rate		7.5%	11.0%	11.8%	11.2%	10.5%	9.5%	8.8%	7.8%	7.5%	8.1%
						(en millions de $ / $ million)					
A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS											
Prestations ordinaires/Regular Benefits		4,115	7,644	9,067	8,823	8,973	9,207	8,935	9,306	9,843	11,517
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	165	176	181	207	223	245	282	328	360	381
	Maternité/Maternity	273	316	344	396	433	473	506	567	631	720
	Parentales/Parental				3	4	4	5	5	7	11
	Retraite/Retirement	18	18	19	19	22	22	23	19	26	-
	TOTAL	**456**	**510**	**544**	**625**	**682**	**744**	**816**	**919**	**1,023**	**1,111**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		92	112	142	163	179	209	223	270	270	274
Fins productives/ Developmental Uses	Travail partagé/Work sharing	-	83	83	32	25	22	17	17	21	70
	Création d'emploi/Job creation	-	24	107	115	133	96	88	102	102	110
	Formation/Training	165	202	226	227	234	237	224	238	269	331
	TOTAL	**165**	**309**	**416**	**374**	**392**	**355**	**328**	**357**	**392**	**510**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**4,828**	**8,575**	**10,169**	**9,986**	**10,227**	**10,514**	**10,441**	**10,852**	**11,528**	**13,412**
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.		(35)	(43)	(60)	(64)	(70)	(86)	(96)	(103)	(121)	-
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(36)	(78)	(46)	(62)	(39)	(34)	(19)	(34)	(35)	(43)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**4,757**	**8,455**	**10,063**	**9,859**	**10,118**	**10,394**	**10,326**	**10,716**	**11,373**	**13,369**
Frais d'administration/Administration costs		639	772	818	898	902	928	962	968	1,054	1,215
Créances douteuses/Bad debts		4	(12)	5	11	12	8	10	17	24	39
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)		(26)	89	409	453	522	463	275	104	(60)	(222)
Pénalités/Penalties		(4)	(6)	(10)	(12)	(14)	(16)	(18)	(20)	(30)	(45)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		**5,371**	**9,297**	**11,285**	**11,210**	**11,540**	**11,777**	**11,555**	**11,785**	**12,360**	**14,357**
Part du gouvernement/Government cost *1		1,001	1,784	2,822	2,902	2,901	2,831	2,785	2,654	2,765	2,437
Part du secteur privé/ER/EE cost		4,369	7,513	8,463	8,307	8,639	8,946	8,769	9,131	9,595	11,920
B. RECETTES/REVENUES											
Recettes de cotisations/Premium revenue		4,716	4,793	7,017	7,627	8,753	9,616	10,212	11,876	10,369	12,867
Cotisations des pêcheurs/Fishing premiums		(10)	(9)	(12)	(12)	(12)	(17)	(19)	(21)	(17)	(22)
Recettes nettes/Net revenue		**4,707**	**4,784**	**7,005**	**7,615**	**8,740**	**9,599**	**10,193**	**11,855**	**10,352**	**12,845**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)											
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)		**337**	**(2,728)**	**(1,457)**	**(692)**	**101**	**653**	**1,424**	**2,724**	**758**	**926**
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative		**331**	**(2,397)**	**(3,854)**	**(4,546)**	**(4,445)**	**(3,792)**	**(2,368)**	**356**	**1,113**	**2,161** *3
D. DIVERS/MISCELLANEOUS INFORMATION											
Rémunération assurable/Insurable earnings		118,224	125,715	134,495	148,860	162,886	177,161	193,449	211,316	230,904	244,799
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *2		(260)	(283)	(301)	(319)	(353)	(392)	(431)	(465)	(490)	(505)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.63%	2.58%	2.72%	2.41%	2.30%	2.20%	1.98%	1.89%	1.82%	2.11%
Taux qui aurait couvert les coûts totaux/ Hypothetical break-even rate for total costs		1.98%	3.18%	3.59%	3.23%	3.04%	2.86%	2.58%	2.42%	2.32%	2.53%
Taux de cotisation ouvrière/EE premium rate		1.80%	1.65%	2.30%	2.30%	2.35%	2.35%	2.35%	2.35%	1.95%	2.25%

*1 Avant déduction des cotisations des pêcheurs. / Before deducting fishing premiums.

*2 Rajustements négatifs pour réductions de cotisations, cotisations de pêcheurs et remboursements de cotisations. / Negative adjustments for premium reductions, fishing premiums and premium refunds.

*3 Les résultats pour 1990 sont redressés selon une comptabilité d'exercice, le cumulatif de 1989 étant redressé à 1 234 millions. / Results for 1990 are restated on the basis of accrual accounting, with the 1989 cumulative surplus restated at $1,234 million.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

		1991 *2	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (prév./for.)
Taux de chômage/Unemployment rate		10.3%	11.3%	11.2%	10.4%	9.5%	9.7%	9.2%	8.4%
		(en millions de $ / $ million)							
A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS									
Prestations ordinaires/Regular Benefits		**14,732**	**15,268**	**14,274**	**11,756**	**9,709**	**9,455**	**8,632**	**8,213**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	400	411	417	415	430	420	437	459
	Maternité/Maternity	783	830	796	773	765	737	715	703
	Parentales/Parental	389	497	492	480	479	473	462	455
	TOTAL	**1,572**	**1,737**	**1,704**	**1,668**	**1,674**	**1,630**	**1,614**	**1,617**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		291	291	257	246	229	216	230	235
Travail partagé/Work sharing		159	113	52	21	14	16	8	10
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	116	112	105	117	148	108	125	150
	Formation/Training	523	978	927	940	920	1,207	852	715
	Cours et alloc./Courses & allow.	336	614	571	619	640	64	475 *3	905 *3
	Travail ind./self-employment		20	99	145	194	187	137	130
	TOTAL	**1,134**	**1,837**	**1,753**	**1,842**	**1,916**	**1,566**	**1,589**	**1,900**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**17,729**	**19,133**	**17,988**	**15,512**	**13,528**	**12,884**	**12,073**	**11,975**
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.									
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(38)	(31)	(16)	(49)	(23)	(78)	(58)	(66)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**17,691**	**19,102**	**17,972**	**15,463**	**13,505**	**12,806**	**12,015**	**11,909**
Frais d'administration/Administration costs		1,228	1,227	1,294	1,294	1,331	1,369	1,332	1,371
Créances douteuses/Bad debts		105	28	97	59	78	69	89	88
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)		5	255	405	310	82	(78)	(278)	(713)
Pénalités/Penalties		(62)	(96)	(91)	(82)	(83)	(74)	(67)	(69)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		**18,966**	**20,516**	**19,677**	**17,044**	**14,913**	**14,092**	**13,090**	**12,585**
B. RECETTES DE COTISATION / PREMIUM REVENUES		**14,760**	**17,885**	**18,469**	**19,327**	**19,180**	**19,091**	**19,379**	**19,689**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)									
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)		**(4,205)**	**(2,631)**	**(1,208)**	**2,283**	**4,267**	**4,999**	**6,289**	**7,104**
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative		**(2,045)**	**(4,676)**	**(5,884)**	**(3,601)**	**666**	**5,665**	**11,954**	**19,058**
D. DIVERS/MISCELLANEOUS INFORMATION									
Rémunération assurable/Insurable earnings		251,658	257,153	261,678	270,948	280,396	273,889	298,869	311,557
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *1		(538)	(584)	(589)	(591)	(580)	(554)	(1,100)	(849)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		3.23%	3.42%	3.23%	2.71%	2.30%	2.23%	1.97%	1.79%
Taux de cotisation ouvrière/EE premium rate		2.25%/2.80%	3.00%	3.00%	3.07%	3.00%	2.95%	2.90%	2.70%

*1 Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 350 millions et 95 millions pour le programme d'embauches en 1997 et 1998 respectivement. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $350 millions and $95 millions for the New Hires Program in 1997 and 1998 respectively.

*2 À partir de 1991, la comptabilité d'exercice est utilisée et les prestations brutes témoignent déjà des ajustements de trop-payés. / From 1991, accrual accounting is used and gross benefits are already adjusted for overpayments.

*3 Subventions salariales et mesures de soutien. / Wage subsidies and support measures.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990 *3
Taux de chômage/Unemployment rate	7.5%	11.0%	11.8%	11.2%	10.5%	9.5%	8.8%	7.8%	7.5%	8.1%

(en millions de $ / $ million)

A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS											
Prestations ordinaires/Regular Benefits		4,115	7,644	9,067	8,823	8,973	9,207	8,935	9,306	9,843	11,517
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	165	176	181	207	223	245	282	328	360	381
	Maternité/Maternity	273	316	344	396	433	473	506	567	631	720
	Parentales/Parental				3	4	4	5	5	7	11
	Retraite/Retirement	18	18	19	19	22	22	23	19	26	-
	TOTAL	**456**	**510**	**544**	**625**	**682**	**744**	**816**	**919**	**1,023**	**1,111**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		92	112	142	163	179	209	223	270	270	274
Fins productives/ Developmental Uses	Travail partagé/Work sharing	-	83	83	32	25	22	17	17	21	70
	Création d'emploi/Job creation	-	24	107	115	133	96	88	102	102	110
	Formation/Training	165	202	226	227	234	237	224	238	269	331
	TOTAL	**165**	**309**	**416**	**374**	**392**	**355**	**328**	**357**	**392**	**510**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		4,828	8,575	10,169	9,986	10,227	10,514	10,441	10,852	11,528	13,412
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.		(35)	(43)	(60)	(64)	(70)	(86)	(96)	(103)	(121)	-
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(36)	(78)	(46)	(62)	(39)	(34)	(19)	(34)	(35)	(43)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		4,757	8,455	10,063	9,859	10,118	10,394	10,326	10,716	11,373	13,369
Frais d'administration/Administration costs		639	772	818	898	902	928	962	968	1,054	1,215
Créances douteuses/Bad debts		4	(12)	5	11	12	8	10	17	24	39
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)		(26)	89	409	453	522	463	275	104	(60)	(222)
Pénalités/Penalties		(4)	(6)	(10)	(12)	(14)	(16)	(18)	(20)	(30)	(45)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		5,371	9,297	11,285	11,210	11,540	11,777	11,555	11,785	12,360	14,357
Part du gouvernement/Government cost *1		1,001	1,784	2,822	2,902	2,901	2,831	2,785	2,654	2,765	2,437
Part du secteur privé/ER/EE cost		4,369	7,513	8,463	8,307	8,639	8,946	8,769	9,131	9,595	11,920
B. RECETTES/REVENUES											
Recettes de cotisations/Premium revenue		4,716	4,793	7,017	7,627	8,753	9,616	10,212	11,876	10,369	12,867
Cotisations des pêcheurs/Fishing premiums		(10)	(9)	(12)	(12)	(12)	(17)	(19)	(21)	(17)	(22)
Recettes nettes/Net revenue		4,707	4,784	7,005	7,615	8,740	9,599	10,193	11,855	10,352	12,845
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)											
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)		337	(2,728)	(1,457)	(692)	101	653	1,424	2,724	758	926
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative		331	(2,397)	(3,854)	(4,546)	(4,445)	(3,792)	(2,368)	356	1,113	2,161 *3
D. DIVERS/MISCELLANEOUS INFORMATION											
Rémunération assurable/Insurable earnings		118,224	125,715	134,495	148,860	162,886	177,161	193,449	211,316	230,904	244,799
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *2		(260)	(283)	(301)	(319)	(353)	(392)	(431)	(465)	(490)	(505)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		1.63%	2.58%	2.72%	2.41%	2.30%	2.20%	1.98%	1.89%	1.82%	2.11%
Taux qui aurait couvert les coûts totaux/ Hypothetical break-even rate for total costs		1.98%	3.18%	3.59%	3.23%	3.04%	2.86%	2.58%	2.42%	2.32%	2.53%
Taux de cotisation ouvrière/EE premium rate		1.80%	1.65%	2.30%	2.30%	2.35%	2.35%	2.35%	2.35%	1.95%	2.25%

*1 Avant déduction des cotisations des pêcheurs. / Before deducting fishing premiums.

*2 Rajustements négatifs pour réductions de cotisations, cotisations de pêcheurs et remboursements de cotisations. / Negative adjustments for premium reductions, fishing premiums and premium refunds.

*3 Les résultats pour 1990 sont redressés selon une comptabilité d'exercice, le cumulatif de 1989 étant redressé à 1 234 millions. / Results for 1990 are restated on the basis of accrual accounting, with the 1989 cumulative surplus restated at $1,234 million.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

	1991 *2	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (prév./for.)
Taux de chômage/Unemployment rate	10.3%	11.3%	11.2%	10.4%	9.5%	9.7%	9.2%	8.4%

(en millions de $ / $ million)

A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS									
Prestations ordinaires/Regular Benefits		14,732	15,268	14,274	11,756	9,709	9,455	8,632	8,213
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	400	411	417	415	430	420	437	459
	Maternité/Maternity	783	830	796	773	765	737	715	703
	Parentales/Parental	389	497	492	480	479	473	462	455
	TOTAL	**1,572**	**1,737**	**1,704**	**1,668**	**1,674**	**1,630**	**1,614**	**1,617**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		291	291	257	246	229	216	230	235
Travail partagé/Work sharing		159	113	52	21	14	16	8	10
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	116	112	105	117	148	108	125	150
	Formation/Training	523	978	927	940	920	1,207	852	715
	Cours et alloc./Courses & allow.	336	614	571	619	640	64	475 *3	905 *3
	Travail ind./self-employment		20	99	145	194	187	137	130
	TOTAL	**1,134**	**1,837**	**1,753**	**1,842**	**1,916**	**1,566**	**1,589**	**1,900**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**17,729**	**19,133**	**17,988**	**15,512**	**13,528**	**12,884**	**12,073**	**11,975**
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.									
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(38)	(31)	(16)	(49)	(23)	(78)	(58)	(66)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**17,691**	**19,102**	**17,972**	**15,463**	**13,505**	**12,806**	**12,015**	**11,909**
Frais d'administration/Administration costs		1,228	1,227	1,294	1,294	1,331	1,369	1,332	1,371
Créances douteuses/Bad debts		105	28	97	59	78	69	89	88
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)		5	255	405	310	82	(78)	(278)	(713)
Pénalités/Penalties		(62)	(96)	(91)	(82)	(83)	(74)	(67)	(69)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		**18,966**	**20,516**	**19,677**	**17,044**	**14,913**	**14,092**	**13,090**	**12,585**
B. RECETTES DE COTISATION / PREMIUM REVENUES		**14,780**	**17,885**	**18,469**	**19,327**	**19,180**	**19,091**	**19,379**	**19,689**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)									
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)		(4,205)	(2,631)	(1,208)	2,283	4,267	4,999	6,289	7,104
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative		(2,045)	(4,676)	(5,884)	(3,601)	666	5,665	11,954	19,058
D. DIVERS/MISCELLANEOUS INFORMATION									
Rémunération assurable/Insurable earnings		251,658	257,153	261,678	270,948	280,396	273,889	298,869	311,557
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *1		(538)	(584)	(589)	(591)	(580)	(554)	(1,100)	(849)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		3.23%	3.42%	3.23%	2.71%	2.30%	2.23%	1.97%	1.79%
Taux de cotisation ouvrière/EE premium rate		2.25%/2.80%	3.00%	3.00%	3.07%	3.00%	2.95%	2.90%	2.70%

*1 Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 350 millions et 95 millions pour le programme d'embauches en 1997 et 1998 respectivement. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $350 millions and $95 millions for the New Hires Program in 1997 and 1998 respectively.

*2 À partir de 1991, la comptabilité d'exercice est utilisée et les prestations brutes témoignent déjà des ajustements de trop-payés. / From 1991, accrual accounting is used and gross benefits are already adjusted for overpayments.

*3 Subventions salariales et mesures de soutien. / Wage subsidies and support measures.

PRINCIPALES HYPOTHÈSES DE PRÉVISION

L'année 1997 sert de base. On y applique des taux annuels de changement pour les prévisions. En voici les hypothèses principales :

MAIN PROJECTION ASSUMPTIONS

The 1997 experience is used as a projection base. Forecasts are based on the following main assumptions :

Variables du marché du travail et autres, 1998 à 2004 / Labour Market and Other Variables, 1998 to 2004

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Croissance / Growth								
Population active / Labour force		1.6%	1.2%	1.4%	1.4%	1.6%	1.5%	1.4%
Salaire moyen / Average wages		1.5%	2.5%	2.5%	2.5%	2.5%	2.5%	2.5%
Maximum cotisable / Maximum insured earnings *		0.0%	0.0%	0.0%	0.8%	2.5%	2.5%	2.5%
Prestation maximale / Maximum benefits *		0.0%	0.0%	0.0%	0.8%	2.5%	2.5%	2.5%
Prestation moyenne / Average benefits		1.5%	1.8%	1.8%	1.9%	2.5%	2.5%	2.5%
Taux de chômage / Unemployment rate								
Scénario / Scenario A	Stabilité / Stability	8.4%	8.4%	8.6%	8.4%	8.1%	7.7%	7.5%
Scénario / Scenario B	Ralentissement / Slowdown	8.4%	9.7%	10.2%	9.8%	9.3%	8.7%	8.2%
Scénario / Scenario C	Récession / Recession	8.4%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%

* Gelé jusqu'en 2000, puis augmenté au même rythme que le maximum du RPC/RRQ.
Frozen until 2000, then assumed to increase in line with the CPP/QPP maximum.

I. COÛTS DU RÉGIME

Prestations ordinaires

On prévoit des coûts de 8 213 millions $ pour 1998, basé sur des résultats partiels pour 9 mois. Puis on suppose que le quotient des bénéficiaires aux chômeurs passera de 42,5 % en 1998 à 50 % à partir de 2002. Le montant des prestations hebdomadaires moyennes augmenterait selon le tableau ci-dessus.

Prestations et services d'emploi (partie II)

On prévoit des déboursés de 1,9 milliard $ en 1998, en y ajoutant 100 millions $ par année pour atteindre 2,2 milliards $ en 2001 et 2002, puis 2,3 et 2,4 milliards $ en 2003 et 2004. Ceci ne comprend pas les prestations ordinaires versées selon la partie I.

I. PROGRAM COSTS

Regular Benefits

The estimate of $8,213 million for 1998 is based on partial experience for the first 9 months of the year. For subsequent years, it is assumed that the ratio of beneficiaries to unemployed will increase from 42.5% in 1998 to 50% by 2002. Average weekly benefits would increase as shown in the table above.

Employment benefits and measures (Part II)

Spending is estimated at $1.9 billion in 1998, rising by $100 million p.a. up to $2.2 billion in 2001 and 2002, then to $2.3 billion and $2.4 billion in 2003 and 2004. This does not include the costs of regular benefits paid to Part II claimants.

Prestations spéciales

On estime ces coûts à environ 1,6 milliard $ pour 1998. Ils devraient ensuite graduellement atteindre 2,0 milliards en 2004. D'une façon générale, la population assurée augmente au rythme de l'emploi alors que la prestation hebdomadaire moyenne suit celle des prestations ordinaires.

Prestations aux pêcheurs

On prévoit que les prestations aux pêcheurs iront de 235 millions $ en 1998 à 255 millions $ en 2004.

Remboursements de prestations

À mesure que les règles d'intensité prendront effet, on s'attend à ce que le montant des remboursements reçu des prestataires passe de 66 millions $ en 1998 à environ 120 millions $ par année à partir de 2001.

Ajustements divers

Les frais d'administration devraient s'élever à environ 1,3 milliard $ par année. Les prévisions suivent les hausses prévues dans la charge de travail (liée au nombre de prestataires) ainsi que dans la croissance des gains moyens.

Par ailleurs, on prévoit que les créances douteuses et les pénalités correspondront à 0,74 % et 0,60 % des prestations brutes, respectivement.

Intérêts

L'intérêt est calculé sur le solde (positif ou négatif) du Compte en plus de l'intérêt crédité sur l'encaisse. Les montants d'intérêts crédités (débités) varient donc en fonction des taux de cotisation.

Le taux d'intérêt en cas d'excédent cumulatif est celui applicable à l'encaisse, soit 90 % du taux des bons du Trésor à 3 mois. On suppose un rendement net d'environ 5,0 % de 1998 à 2004.

Lorsque le Compte affiche un déficit cumulatif (couvert par des prêts du gouvernement), le taux prescrit devient celui des obligations du Canada ayant une échéance comparable. On suppose qu'il correspond au taux supposé plus haut pour un excédent cumulatif, plus 2%.

Special Benefits

These benefits for 1998 are estimated at $1.6 billion. This cost is then projected to gradually increase to $2.0 billion in 2004. Generally, the annual increase in average weekly benefits follows that for regular benefits while that of the covered population increases according to employment.

Fishing Benefits

Fishing benefits are projected to rise from about $235 million in 1998 to $255 million in 2004.

Benefit repayments (clawback)

As the intensity rules of Bill C-12 gather momentum, it is expected that the value of benefit repayments will rise from $66 million on 1998 to about $120 million annually by the year 2001.

Miscellaneous adjustments

Costs of administration are estimated at about $1.3 billion annually, based on current budgets and projected to subsequent years according to the combined increases in workload changes (based on the projected beneficiaries) and wage growth.

Also, it is assumed that bad debts and penalties will respectively stand at 0.74% and 0.60% of the projected gross benefits.

Interest

Interest is credited (debited) on the balance (positive or negative) in the EI Account, in addition to the interest credited on cash balances. Interest credits (debits) thus vary according to premium rates.

The interest rate for a cumulative surplus is the same as for cash balances, i.e. 90% of the current yield of 3-month Treasury Bills. The net yield was assumed at an average of about 5.0% from 1998 to 2004.

With respect to a cumulative Account deficit, covered by loans from the Consolidated Revenue Fund, the rate is equal to that of Canada Bonds with comparable terms. It is assumed that these rates would be 2% higher than those assumed above for a surplus.

II. COMPOSANTES DU REVENU

Base de la rémunération assurable

D'une base de 298 869 millions $ pour 1997 (montant préliminaire), on établit la rémunération assurable pour les années à venir selon la croissance de la population et des salaires assurés.

Les salaires assurés sont limités à 39 000 $ par année jusqu'en 2000, et on suppose qu'alors un peu plus de la moitié des revenus de cotisations proviendra de cotisants gagnant moins que ce maximum – l'autre moitié provenant de ceux qui gagnent davantage. On suppose qu'ensuite le maximum cotisable serait augmenté à chaque année au rythme des salaires moyens, de façon à rester au même niveau que le maximum pour le Régime de pensions du Canada.

Contrairement aux années récentes, la population assurée a davantage augmenté en 1998 que l'emploi, alors que le travail autonome stagne. On suppose que la tendance de fond se rétablira à partir de 1999 et que l'emploi assuré se remettra à croître un peu plus lentement que l'emploi total.

Notez que ces facteurs sont liés aux hypothèses utilisées pour la prévision des coûts, de telle sorte que les erreurs de prévision tendront à s'annuler quant à leur effet sur les prévisions du Compte.

Calcul des recettes de cotisation

Pour un taux de cotisation donné, les recettes se calculent en multipliant la rémunération assurable par le taux combiné de cotisation patronale et ouvrière. Ensuite, on en soustrait les réductions de la cotisation (estimées à 547 millions $ pour 1998, pour les employeurs offrant un régime enregistré d'assurance-salaire) et les remboursements des cotisations ouvrières (0,95 % des recettes totales, pour les cotisants qui cotisent au-delà du maximum assurable d'une année ou ceux qui gagnent moins de 2 000 $).

Enfin, les recettes ont été ajustées à la baisse pour prévoir le remboursement des cotisations aux petits employeurs sous le Programme des nouvelles embauches, remboursement estimé à 50 millions $ en 1998. Quant au Programme d'embauche de jeunes travailleurs, ouvert à tout employeur embauchant des jeunes en 1999 et 2000, on estime à 5 milliards $ les gains annuels ouvrant droit à un remboursement de la cotisation patronale.

II. REVENUE COMPONENTS

Aggregate insurable earnings base

From a 1997 base of $298,869 million (still preliminary), the amount of insurable earnings was projected to future years based on insured wage and population growth.

Insured wage growth is constrained by the fact that the maximum insured earnings will be $39,000 until the year 2000. It is estimated that by then nearly half of premium revenues would be attributed to contributors earning less than the insured maximum, and the other half to those earning more. It is assumed that the maximum earnings would after then grow at the same rate as average earnings and as the maximum for the Canada Pension Plan.

Contrary to recent years, the insured population is in 1998 growing more quickly than employment itself, as self-employment has slowed. It is assumed that the previous trend will be re-established in 1999 and thereafter, leading to slightly lower growth in insured than in total employment.

Note that these factors are consistent with those used for projecting costs, so that any forecasting errors would tend to offset themselves and leave the EI Account forecasts relatively the same.

Calculation of premium revenues

For any premium rate, premium revenues in a given year are calculated by multiplying the insurable earnings by the combined employer/employee premium rate, and then subtracting premium reductions (estimated at $547 million for 1998, for employers with qualified wage-loss replacement plans) and employee premium refunds (0.95% of total revenues, for contributors who have paid contributions beyond the yearly maximum insurable earnings or have not earned $2,000).

Revenues were also reduced to allow for the premium relief to small employers under the New Hires Program, estimated to be worth $50 million in its second year in 1998. And the employer refunds under the Youth Hires Program in 1999 and 2000 were estimated from anticipated insurable earnings of $5 billion in each of those two years. The Youth Hires refunds are available to all employers hiring youths in 1999 and 2000.

Prévisions pour 1998, automne 1998 et 1997
1998 Forecasts, fall of 1998 and 1997

		Prévision de nov. 1997 / *Forecast in Nov. 1997*	Prévision actuelle / *Current forecast*	Différence / *Difference*
Taux de chômage / *Unemployment rate*		8.6%	8.4%	0.2%
Rapport bénéficiaires réguliers-chômeurs / *Ratio of regular beneficiaries to unemployed*		47%	43%	4%
		millions de dollars / *$ millions*		
Prestations ordinaires / *Regular Benefits*		8,480	8,213	267
Prestations Spéciales / *Special Benefits*	Maladie / *Sickness*	424	459	(35)
	Maternité / *Maternity*	698	703	(5)
	Adoption	6	5	1
	Parentales / *Parental*	443	450	(7)
	TOTAL	1,571	1,617	(46)
Prestations aux pêcheurs / *Fishing benefits*		196	235	(39)
Travail partagé / *Work sharing*		20	10	10
FIRH / *HRIF*		2,000	1,900	100
PRESTATIONS BRUTES / *GROSS BENEFITS*		12,268	11,975	293
Rembours. de prestations / *Benefit repayments*		(123)	(66)	(57)
PRESTATIONS NETTES / *NET BENEFITS*		12,145	11,909	236
Frais d'administration / *Administration costs*		1,184	1,371	(187)
Revenus d'intérêts / *Interest credits*		(433)	(713)	280
Créances douteuses / *Bad debts*		65	88	(23)
Pénalités / *Penalties*		(75)	(69)	(6)
COÛTS TOTAUX / *TOTAL COSTS*		**12,887**	**12,586**	**301**
REVENUS DE COTISATIONS / *PREMIUM REVENUES*	Bruts / *Gross* :	19,293	19,739	(446)
	moins / *less* : Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs / *New Hires Program*	(57)	(50)	(7)
	Nets / *net* :	**19,236**	**19,689**	(453)
Excédent annuel - 1998 / *Annual surplus - 1998*		6,348	7,104	(756)
Excédent cumulatif au 31 déc. 1997 / *Cumulative surplus at Dec. 31, 1997*		12,690	11,954	736
Excédent cumulatif au 31 déc. 1998 / *Cumulative surplus at Dec. 31, 1998*		**19,038**	**19,058**	(20)

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT DES TAUX DE COTISATION D'ASSURANCE-EMPLOI ET CHÔMAGE (DE 1972 À 1998)

I. Vue d'ensemble

Introduction

L'assurance-chômage existe au Canada depuis 1941, mais la Commission a le mandat de fixer les taux de cotisation depuis 1972. Auparavant, les taux étaient stipulés dans la Loi sur l'assurance-chômage et il fallait amender la Loi pour les changer, ce qui retardait souvent l'adoption des rajustements.

De 1972 à 1996, la Loi a prévu le calcul annuel d'un taux de référence qu'on a appelé le taux statutaire. Ce taux était établi comme le quotient moyen des coûts aux gains assurés au cours des trois dernières années. Selon qu'un tel taux aurait engendré un excédent ou un déficit cumulatif à la fin de l'année qui venait, il constituait une limite supérieure ou inférieure pour le taux réel.

Ce processus avait pour effet de limiter le montant des excédents ou des déficits sous le Compte d'assurance-chômage, et d'imposer des hausses ou réductions des taux de cotisation dans les deux à quatre ans après le début d'une expansion ou récession. Il empêchait aussi les taux de rester trop bas ou trop hauts pour longtemps.

Ce dispositif a fourni de bons résultats jusqu'en 1980, puisque le Trésor fédéral absorbait la majeure partie des hausses de coûts attribuables aux écarts de chômage. Mais en 1981, la part des coûts imputés au secteur privé est devenue plus importante et variable. Et après 1990, tous les coûts ont été à la charge du secteur privé.

C'est ainsi qu'à partir des années 1980 des rajustements de taux ont pu survenir à un moment inopportun. Surtout en période de récession, mais il aurait aussi pu être utile en temps d'expansion de les maintenir pour constituer une réserve pour le prochain ralentissement.

La Loi sur l'assurance-emploi a donc prévu, depuis 1997, la possibilité d'établir une réserve de stabilisation. Les taux n'ont plus à être fixés dans

REVIEW OF PREMIUM RATE-SETTING UNDER EMPLOYMENT/UNEMPLOYMENT INSURANCE FROM 1972 TO 1998

I. General Overview

Introduction

Although unemployment insurance has existed in Canada since 1941, the Commission has had the responsibility of setting premium rates since 1972. Before then, rates were embedded in the UI Act and changed by amending that legislation, which often led to delays in making necessary adjustments.

From 1972 to 1996, the Act required the annual calculation of a reference rate, the so-called statutory rate. It was determined as the average ratio of costs to insured earnings over the last three years. Depending on whether the statutory rate would have produced a cumulative surplus or deficit at the end of the next year, the actual rate could be no higher or no lower.

This mechanism had the effect of limiting the amount of surpluses or deficits in the UI Account, and of forcing premium rate increases or reductions within two to four years after the onset of a recovery or of a recession. It also prevented premium rates from staying too low or too high for any extended period.

This system produced good results until 1980, since the federal government paid for most of the cost fluctuations resulting from changes in unemployment rates. But in 1981, a legislative change increased the share and variability of private sector costs. And after 1990, all costs were charged to the private sector.

So after 1980 changes in premium rates could happen at inappropriate times. Especially during a recession, but it might also have been desirable during an expansion to sustain premium rates so as to build sufficient reserves for the next business cycle.

Starting with 1997, the Employment Insurance Act thus introduced the possibility of a stabilization reserve. Premium rates no longer had to be set

des limites fixes, mais pour couvrir les coûts et assurer une certaine stabilité au cours d'un cycle économique.

La stabilité dans les années 1970

Vu l'ampleur des amendements à l'assurance-chômage en 1972, il n'est pas surprenant que l'estimé initial des taux de cotisation ait été fautif. Mais après voir été relevés en 1974, ces taux sont demeurés assez stables jusqu'en 1980. Ce, en dépit d'un transfert de responsabilités financières du gouvernement au secteur privé en 1976. La stabilité relative des taux de chômage y a contribué.

Dès 1973, les gouvernements ont cherché à freiner les coûts du régime par des mesures administratives. À compter de 1976, on a resserré l'admissibilité aux prestations ordinaires, tout en assouplissant les conditions pour les prestations de grossesse, de formation et de pêche.

Les années 1980 : une augmentation et la stabilité

La récession s'est manifestée à la fin de 1981, après que les taux de cotisation aient été fixés pour 1982. Les coûts du régime ayant augmenté de presque 75 % au cours de 1982, il a fallu augmenter les taux de cotisation en 1983, mais au moins cette augmentation n'a-t-elle été que de 40 %. On a pu maintenir ce taux jusqu'à ce qu'on puisse le réduire en 1989. Mais des lois spéciales ont été requises pour 1986 et 1987 afin de prévenir les augmentations qu'auraient autrement engendrées le dispositif de taux statutaire.

Les années 1980 n'ont vu que peu de changements législatifs, et ce fut surtout par voie réglementaire. Une pleine revue du régime a été conduite sous l'égide de la Commission Forget.

1990: l'autofinancement

La Loi C-21 voit l'aboutissement de la tendance amorcée en 1976, avec la fin de la contribution du gouvernement à l'a.-c. Prévue le 1er janvier 1990, l'adoption de la Loi a été retardée par le Sénat et n'est survenue que le 23 octobre 1990. Le taux de la cotisation ouvrière a été fixé à 2,25 % de la rémunération assurable pour 1990 à 1992.

within specific limits, but only to ensure adequate financing and relative premium rate stability over a business cycle.

Stability in the 1970s

Given the wide scope of the changes made to the UI Act in 1972, it was not surprising that the initial estimate of premium rates was too low. But after an upward adjustment in 1974, premiums remained relatively stable until 1980, in spite of a transfer of program costs from the government to the private sector in 1976. Contributing to stability was the fact that unemployment rates were relatively steady.

In 1973, governments had sought to reduce program costs by stepping up administrative control measures. Starting in 1976, various legislations were adopted to tighten the conditions for regular benefits (though easing the conditions on maternity, training and fishing benefits).

The 1980s : increases and stability

As recession struck in late 1981, premium rates had already been set for 1982. However, costs increased by nearly 75% in 1982 and premium rates had to be raised by a significant though lesser proportion of 40% in 1983. That rate was essentially maintained throughout the 1980s, until it was reduced in 1989. It was however necessary to adopt legislation to achieve this result in 1986 and in 1987, to prevent the increases which the statutory rate mechanism would otherwise have required.

The 1980s also saw some legislative action, mostly through regulatory amendments, as well as a full review of the UI program under the Forget Commission.

1990: a self-financed program

Bill C-21 capped the trend started in 1976 by eliminating all government contributions to UI on October 23, 1990. The change had been planned for January 1, 1990 but its adoption was delayed by the Senate until October 23, 1990. The premium rate was raised to 2.25% of insurable earnings from 1990 to 1992.

Avec un taux de chômage de plus de 11 % en 1991 et 1992, les déficits se sont mis à augmenter tant pour le Compte d'a.-c. que pour l'ensemble du gouvernement. Les taux de cotisation ont été relevés trois fois: d'abord à 2,80 % en juillet 1991; puis à 3,00 % le 1er janvier 1992; et enfin à 3,07 % en 1994.

Des coupures successives aux prestations ont prévu des épargnes annuelles d'un milliard $ à partir d'avril 1993 et de 2,4 milliards $ à partir de juillet 1994. Le taux de cotisation est passé à 3,00 % en 1995.

Le déficit cumulatif, qui avait atteint un sommet de 5,9 milliards $ à la fin de 1993, a été éliminé moins de deux ans plus tard. On a réduit les taux de cotisation à 2,95 % en 1996, à 2,90 % en 1997 et à 2,70 % en 1998.

D'autres amendements ont été apportés au régime en juin 1996, ayant pour effet d'en changer l'appellation à celle d'assurance-emploi, réduisant les taux de prestation et fondant le droit aux prestations sur les heures plutôt que sur les semaines d'emploi. L'effet de ces amendements était de réduire les prestations d'un montant de 900 millions $ la première année, valeur qui devait augmenter pour atteindre 1,5 milliard par année après trois ou quatre ans.

Avec des coûts à la baisse et des revenus assez stables, l'excédent annuel a atteint 7 milliards en 1998, ce qui devrait mener à un solde cumulatif d'environ 19 milliards $ à la fin de l'année.

With 11% unemployment during 1991 and 1992 came increasing UI program costs and deficits, both for the UI Account and for the government as a whole. The employee premium rate was raised three times: first, to 2.80% in mid-1991; second, to 3.00% on January 1, 1992; and finally to 3.07% in 1994.

Benefits were reduced by $1 billion annually in April 1993 and by another $2.4 billion starting in July 1994. The premium rate was reduced to 3.00% in 1995.

The cumulative deficit, after reaching $5.9 billion at the end of 1993, was eliminated within 2 years. The premium rates were then reduced further to 2.95% in 1996, to 2.90% in 1997 and to 2.70% in 1998.

Further program amendments were made in mid-1996, changing the name of the program to Employment Insurance, reducing benefit rates and substituting hours for weeks in the rules for benefit entitlement. The effect of those amendments was to save an estimated $900 million in the first year of implementation, expected to rise to about $1.5 billion annually when the amendments would reach full maturity in 3 or 4 years.

With costs being reduced while revenues remained almost flat, annual surpluses grew to reach $7 billion by 1998, producing a cumulative balance of $19 billion by Dec. 31 of that year.

II. Revue des politiques annuelles pour les taux de cotisation à l'assurance-emploi

Suivent les principaux résultats financiers du Compte d'a.-e. pour les années 1972 à 1998.

II. Review of annual rate-setting policies under the EI Program

The main financial results under the EI Account are shown below from 1972 to 1998.

	Taux de chômage/ Unemployment rate	Cotisation ouvrière/ Employee premium rate	Recettes de cotisations/ Premium revenue	Coûts du régime/ Program costs		Excédent(déficit) annuel/ Annual surplus (deficit)	Solde en fin d'année/ Balance at year-end
				Total	Secteur privé/ Private sector		
			(millions de dollars/$ million)				
1972	6.2%	0.90%	723	1,991	1,111	(388)	(152) [1]
1973	5.5%	1.00%	893	2,161	1,243	(350)	(502)
1974	5.3%	1.40%	1,515	2,305	1,430	85	(418)
1975	6.9%	1.40%	1,949	3,334	1,627	321	(97)
1976	7.2%	1.65%	2,473	3,529	2,172	301	204
1977	8.1%	1.50%	2,547	4,124	2,336	210	414
1978	8.4%	1.50%	2,834	4,762	2,507	327	741
1979	7.5%	1.35%	2,806	4,192	2,897	(91)	650
1980	7.5%	1.35%	3,118	4,811	3,774	(656)	(6)
1981	7.6%	1.80%	4,707	5,371	4,369	337	331
1982	11.0%	1.65%	4,784	9,297	7,513	(2,728)	(2,397)
1983	11.9%	2.30%	7,005	11,285	8,463	(1,457)	(3,854)
1984	11.3%	2.30%	7,615	11,210	8,307	(692)	(4,546)
1985	10.5%	2.35%	8,740	11,540	8,639	101	(4,445)
1986	9.6%	2.35% [2]	9,599	11,777	8,946	653	(3,792)
1987	8.9%	2.35% [2]	10,193	11,555	8,769	1,424	(2,368)
1988	7.8%	2.35%	11,855	11,785	9,131	2,724	356
1989	7.5%	1.95%	10,352	12,360	9,595	758	1,113
1990 [4]	8.1%	2.25% [2]	12,845	14,357	11,920	926	2,161 [3]
1991	10.4%	2.25%/2.80% [2]	14,760	18,966	18,966	(4,205)	(2,045)
1992	11.3%	3.00% [5]	17,885	20,516	20,516	(2,631)	(4,676)
1993	11.2%	3.00%	18,469	19,677	19,677	(1,208)	(5,884)
1994	10.4%	3.07%	19,327	17,044	17,044	2,283	(3,601)
1995	9.5%	3.00% [2]	19,180	14,913	14,913	4,267	666
1996	9.7%	2.95% [2]	19,091	14,092	14,092	4,999	5,665
1997	9.2%	2.90%	19,379	13,090	13,090	6,289	11,954
1998 pr./for.	8.4%	2.70%	19,689	12,586	12,586	7,104	19,058

(1) L'excédent cumulatif à la fin de l'année 1971 était de 236 m illions $. / *Cumulative surplus at 1971 year-end was $236 m illion.*

(2) Par législatien spéciale. / *By special legislation.*

(3) D'abord établi à 2 431 millions $, redressé sur comptabilité d'exercice. / *Originally $2,431 million, restated to reflect accrual acc ounting.*

(4) La comptabilité d'exercice est en vigueur depuis 1990. / *Accrual accounting in force from 1990.*

(5) Sur directive. / *By directive.*

On l'a déjà dit, les taux de cotisation fixés pour 1972 et 1973 en vertu de la nouvelle Loi sur l'a.-c. n'ont pas suffi à couvrir les coûts du régime, et ont provoqué un déficit cumulatif de 502 millions $ à la fin de 1973. Ces taux avaient été estimés à partir d'une modélisation économétrique des effets de la nouvelle loi. Pour liquider ce déficit dans les trois à cinq ans, le taux de cotisation a été porté à 1,40 % de la rémunération assurable pour 1974 et 1975.

En 1976, la Commission a porté le taux de cotisation à 1,65 %. Il fallait couvrir un transfert de coûts additionnels de 500 millions $ du gouvernement au secteur privé, sous la Loi C-69. De plus, on voulait s'assurer d'éliminer le déficit cumulatif. C'est même un excédent cumulatif de 204 millions $ qui apparut en fin d'année, grâce surtout à cause de meilleures pratiques administratives et de contrôle.

En 1977, le taux de cotisation des travailleurs a été réduit à 1,50 %. Cette réduction faisait écho aux meilleures pratiques d'administration et de contrôle et à la liquidation du déficit. On espérait conserver ce taux jusqu'en 1979, même avec l'avènement de nouveaux projets d'utilisation de l'a.-c. à des fins de formation, de création d'emplois ou de travail partagé. Faute de quoi, on croyait pouvoir réduire davantage le taux de cotisation. On a fini l'année avec un excédent cumulatif de 414 millions $, 80 millions $ de plus que prévu en septembre 1976.

En 1978, la Commission a choisi de conserver le même taux plutôt que d'y apporter une légère réduction. Avec un taux de 1,50 %, on visait un excédent cumulatif de 400 millions $ à la fin de 1978, à écouler graduellement sur les 3 années suivantes. Cette marge pourrait permettre d'autres projets à des fins productives. En plus de se prémunir contre une augmentation des taux, on pourrait envisager leur réduction future. L'excédent cumulatif a atteint 741 millions à la fin de 1978, ou 350 millions de plus que prévu, dû à une plus forte proportion de prestations ordinaires en phase de prolongation, donc prises en charge par le gouvernement.

En 1979, vu l'excédent cumulatif de 750 millions $ à la fin de 1978, on a réduit le taux tel qu'on l'avait envisagé en 1977 et 1978. Le taux choisi de 1,35 % devait ramener l'excédent cumulatif autour de 560 millions $ à la fin de 1979. En maintenant ce taux encore deux ans, on croyait pouvoir garder une marge de sécurité. L'excédent cumulatif pour 1979 s'élèvera à 650 millions $, un peu plus que prévu, surtout à cause de recettes plus élevées.

As seen above, the premium rates set for 1972 and 1973 under the new UI Act were too low to cover the employer/employee cost of the program, resulting in a cumulative deficit of $502 million at the end of 1973. Those rates had been estimated from econometric modelling of the impacts of the new legislation. To liquidate the deficit over 3 to 5 years, the employee premium rate was increased to 1.40% of insurable earnings in 1974 and kept for 1975.

In 1976, the Commission increased the employee premium rate to 1.65% to cover the transfer of about $500 million of benefit costs from the government to the private sector, due to Bill C-69. It was also intended to completely eliminate the cumulative deficit. In fact, a cumulative surplus of $204 million arose by year-end, due mostly to better administrative and control procedures.

For 1977, the employee premium rate was reduced to 1.50% to account for improved administration and control and the previous elimination of the cumulative deficit. It was hoped that such a rate could be kept until 1979, even with a growing program of UI developmental projects in the fields of training, job creation and work sharing. Barring such expansion, it was hoped that the premium rate could be reduced further. The cumulative surplus reached $414 million at the 1977 year-end, only $80 million more than expected a year before.

For 1978, the Commission chose the same rate rather than a small reduction. With a 1.50% rate, a cumulative surplus of about $400 million could arise by the end of 1978 and be gradually depleted over the next three years. That margin of safety might also allow for the expansion of developmental projects. This could eliminate the risk of a future premium rate increase and even permit a reduction later on. The 1978 cumulative surplus turned out to be $741 million or $350 million higher than previously projected. Most of the difference was due to a higher proportion of regular benefits paid in the extended phases and charged to the government.

For 1979, the $750 million cumulative surplus of 1978 led to a rate reduction, which had already been contemplated in 1977 and 1978. The chosen rate of 1.35% was expected to reduce the 1979 cumulative surplus to about $560 million and provide a margin of safety by maintaining it for two more years. A somewhat higher than expected cumulative surplus of $650 million persisted at the end of 1979, explained by excess premium revenues.

••

En 1980, la Commission a dû tenir compte du projet du gouvernement d'ajouter 1 milliard $ par année aux coûts imputés au secteur privé. D'abord, on abolirait la formule du seuil, cruciale depuis 1972 dans son effet de limitation de ces coûts. En outre, on prélèverait désormais les frais des services d'emploi sur les cotisations d'a.-c.. À terme, ces deux modifications porteraient le taux de cotisation à environ 1,75 %, mais la Commission le fixa à 1,60 % pour 1980 afin d'étaler les augmentations. Le surplus déjà accumulé pourrait même permettre le même taux en 1981. Le budget du 11 décembre 1979 en fit l'annonce. Mais la défaite du gouvernement deux jours plus tard obligea la Commission et le gouvernement à ramener le taux à 1,35 % pour 1980. Toutefois, ces amendements furent repris par le nouveau gouvernement à la mi-1980, éliminant l'excédent cumulatif à la fin de l'année.

En 1981, le taux de cotisation devait être porté au-delà de 1,78 % pour satisfaire aux exigences de la Loi. De plus, on prévoyait une augmentation du taux de chômage à 8,7 %. On a donc fixé le taux à 1,80 % pour 1981, en anticipant un léger déficit cumulatif à la fin de l'année. Mais un taux favorable de chômage, de 7,5 % pour 1981, mena à un excédent cumulatif de 331 millions $.

En 1982, il a fallu ramener le taux de cotisation sous le maximum de 1,68 % prescrit par la Loi sur l'a.-c., vu la conjoncture favorable et la perspective d'un excédent cumulatif de 400 millions $ pour la fin de 1982. En fixant le taux à 1,65 %, on espérait pouvoir le maintenir au moins une année de plus.

Nul n'avait prévu la récession qui a frappé à la fin de 1981 et en 1982. Le taux de chômage moyen a été de 11,0 % en 1982 contre une prévision de 7,8 %. Les coûts du régime ont dépassé les prévisions de 45 %, créant un déficit cumulatif sans précédent de 2,4 milliards $ à la fin de l'année.

En 1983, il fallait augmenter le taux de cotisation pour contrer les déficits, tant de l'a.-c. que du gouvernement. On a envisagé de le porter entre 2,75 % et 3,25 %, mais les consultations avec des organisations patronales et syndicales ont abouti à un taux de 2,30 %. Vu l'incertitude économique, on a ainsi tenté de modérer la hausse des déficits sans trop nuire aux consommateurs et aux entreprises. Malgré cette augmentation de taux de 40 %, on a prévu un déficit annuel de 2 milliards et un déficit cumulatif de près de 4,5 milliards à la fin de 1983, fondé sur un taux de chômage de 12,3 %. Avec l'amorce d'une reprise en 1983, le taux de chômage est passé à 11,9 % et les coûts du régime ont été inférieurs aux prévisions. Néanmoins, le déficit cumulatif a atteint un sommet de près de 3,9 milliards.

For 1980, the Commission had to consider the government's plan to increase private sector costs by about $1 billion per annum. The first, crucial change would abolish the threshold mechanism that had limited the private sector share of costs since 1972; the second would charge the costs of Employment Services to UI premiums. As a result, the premium rate would have to reach about 1.75%, but to provide gradual increases, the Commission set it at 1.60%. Previous surpluses might even allow keeping the same rate for 1981. This rate and the proposed amendments were part of the Budget on December 11, 1979. But the government being defeated two days later, the Commission and government reverted to a 1.35% premium rate for 1980. With the amendments adopted by the new government in mid-1980, the cumulative surplus was eliminated by year-end.

For 1981, the premium rate had to be increased above 1.78% to meet the statutory constraint of the UI Act. Also, the unemployment rate was expected to rise to 8.7%. A premium rate of 1.80% was set for 1981, noting that it could lead to a small cumulative deficit at year-end. However, a favourable unemployment rate of 7.5% led to a $331 million cumulative surplus.

For 1982, the premium rate was to be reduced below the maximum rate of 1.68% allowed under the UI Act, given favourable economic prospects and an expected cumulative surplus of $400 million for the end of 1982. The selected rate of 1.65% might be held for at least one more year.

The recession that struck in the fall of 1981 and during 1982 was quite unexpected. Unemployment averaged 11.0% for 1982, as compared to a forecast of 7.8%. Program costs for 1982 rose by 45% above expectations, resulting in a record cumulative deficit of $2.4 billion by year-end.

For 1983, a large increase in the premium rate became inevitable due to emerging UI and government deficits. Premium rates as high as 2.75% to 3.25% were considered, but consultations with businesses and labour led to a rate of 2.30%. In effect, the financial problems of the UI Account and of the government were weighed against those of consumers and businesses, in an uncertain economic climate. In spite of that 40% rate increase, an annual deficit of $2 billion and a cumulative deficit of about $4½billion was expected at the end of 1983, assuming an unemployment rate of 12.3%. As economic recovery began during 1983, unemployment averaged 11.9% and lower than expected program costs were registered. Still, the cumulative deficit increased to a record of nearly $3.9 billion at the end of 1983.

En 1984, à la suite d'autres consultations, on a gardé le même taux de cotisation, vu l'incertitude persistante face à la reprise économique. Les prévisions indiquaient aussi que le déficit cumulatif pourrait être éliminé en trois ou quatre ans. Avec un taux réel de chômage de 11,1 % et un déficit annuel d'environ 700 millions $, le déficit cumulatif au Compte a atteint 4,5 milliards $ à la fin de 1984, contre les 5 milliards $ prévus l'année précédente. Différence expliquée par une surestimation et du déficit cumulatif de 1983, et des coûts du régime en 1984.

En 1985, il a fallu augmenter le taux de cotisation au-dessus de 2,32 % (s'agissant de la moyenne trisannuelle des coûts sur les gains assurés), à cause des exigences de la Loi. La Commission a fixé un taux de 2,35 %. On s'attendait alors à ce que le déficit cumulatif augmente encore de 250 millions $ en 1985, sous réserve d'un taux de chômage de 10,9 %. Un taux de chômage réel de 10,5 %, plus faible que prévu, créa un excédent annuel de 100 millions $ et à une légère baisse du déficit cumulatif à 4,4 milliards $ en 1985.

En 1986, le taux de cotisation a été maintenu à 2,35 % par la Loi C-52. Sinon, il aurait fallu le fixer au-delà du taux légal de 2,57 %. Une telle augmentation était inutile vu les excédents annuels à venir, permettant de résorber le déficit cumulatif avant 1988. Stabiliser le taux était d'autant plus justifiable vu l'intention annoncée de mener une étude complète du régime. Avec un taux de chômage de 10,3 %, le déficit cumulatif a baissé de 650 millions $ en 1986, au lieu des 850 millions $ prévus, pour passer à 3,8 milliards $ en fin d'année.

En 1987, le taux de cotisation a encore été maintenu à 2,35 % par la Loi C-16 afin d'éviter une augmentation au-dessus du taux légal de 2,4501 %. On prévoyait encore éliminer le déficit cumulatif en 1988. En réalité, il fut même réduit de 1,4 milliard $ (300 millions $ de plus que prévu) pour atteindre 2,4 milliards $ à la fin de 1987. Cette amélioration était principalement due au plus faible taux de chômage (8,9 % au lieu des 9,7 % prévus).

En 1988, la Commission a pu maintenir le taux de cotisation à 2,35 % pour une quatrième année, ce qui a créé un excédent annuel de 2,7 milliards et un excédent cumulatif de 356 millions à la fin de 1988. On avait prévu un excédent cumulatif de 422 millions à un taux de chômage de 7,9 %, taux qui s'est avéré être de 7,8 %.

En 1989, la Commission a dû réduire le taux de cotisation à 1,95 %. Cette décision s'appuyait sur la prévision d'un excédent cumulatif de près de 1 milliard $ pour la fin de 1989, et d'un taux de chômage de 8,1 %. À la fin de 1989, on a constaté un excédent cumulatif de 1,1 milliard $ et un taux de chômage réel de 7,5 %.

For 1984, renewed consultations led to the same premium rate, because of concerns on the fragility of the economic recovery. Medium-term forecasts showed that the cumulative deficit should be liquidated within 3 or 4 years. With an average unemployment rate of 11.1% during 1984, an annual deficit of nearly $700 million raised the negative UI balance to $4.5 billion at year-end, lower than the $5 billion forecast made in the fall of 1983. Both the 1983 cumulative deficit and the 1984 benefit costs had been overestimated.

For 1985, a premium rate increase over 2.32% (which was the 3-year average ratio of costs to insured earnings) was required under the statutory provisions of the UI Act. The Commission set the premium rate at 2.35%. The cumulative deficit was then expected to rise by another $250 million during 1985, assuming a 10.9% unemployment rate for that year. An annual surplus of $100 million arose because of a lower than expected unemployment rate of 10.5%, resulting in a slight fall in the cumulative deficit to $4.4 billion.

For 1986, the premium rate was maintained at 2.35% through Bill C-52. Otherwise, it would have had to be higher than the statutory rate of 2.57%. That increase was unnecessary given expected annual surpluses likely to eliminate the cumulative deficit by 1988. Rate stability was also justified in view of the announced plan of a comprehensive review of the UI program. With 10.3% unemployment, the cumulative deficit decreased by $650 million during 1986, as compared to an expected $850 million, and stood at $3.8 billion by year-end.

For 1987, the premium rate was again frozen at 2.35% through Bill C-16, to avoid a rate increase above the statutory premium rate of 2.4501%. The prospect of eliminating the cumulative deficit by 1988 remained. In fact, it was cut by $1.4 billion ($300 million more than projected) and ended up at $2.4 billion at the end of 1987. This improvement was mainly due to the lower rate of unemployment (8.9% instead of a 9.7% forecast).

For 1988, the Commission left the premium rate at 2.35% for the fourth year, and the $2.7 billion annual surplus led to a cumulative surplus of $356 million by the end of 1988. This compared to an expected cumulative surplus of $422 million, with the unemployment rate of 7.8% being close to the forecast of 7.9%.

For 1989, the Commission had to reduce the premium rate to 1.95%. This decision was supported by the expectation of a cumulative surplus of about $1 billion by the end of 1989, at a forecasted unemployment rate of 8.1%. With the unemployment rate falling to 7.5%, the cumulative surplus was $1.1 billion at the end of 1989.

••

En 1990, le projet de loi C-21 annonçait la fin de la participation de l'État aux coûts du régime, contribution en vigueur depuis 1940. On a aussi prévu un remaniement des prestations ordinaires, parentales et à fins productives, mais sans changer les coûts totaux. Vu le retrait financier de l'État, le budget d'avril 1989 indiquait que le taux de cotisation serait fixé à 2,25 % de 1990 à 1992 – mesure prise sous le même projet de loi. Vu qu'il semblait possible que ce taux ne s'avère pas suffisant, l'État s'engageait à combler tout manque.[1]

Le retard du Sénat à adopter le projet de loi força le gouvernement à verser 2,4 milliards $ au Compte d'a.-c. en 1990, pour la période allant jusqu'au 23 octobre. Ce fut aussi l'excédent cumulatif en fin d'année. Solde redressé à 2,2 milliards $ à l'adoption d'une comptabilité d'exercice.

En 1991, le budget de février annonçait un taux de cotisation de 2,80 % pour le 1er juillet, pour contrer les coûts dûs à l'augmentation du chômage. Comme en 1981 et 1982, l'ampleur de la crise économique a surpris (avec un taux de chômage de 10,3 % au lieu de 8,8 %). Le gouvernement n'a pas voulu revoir les déficits des années 1980. Mais malgré des recettes additionnelles de 1,3 milliard $, le déficit annuel a atteint les 4,2 milliards $ au lieu des 3,3 milliards prévus pour 1991. Résultat : un déficit cumulatif de 2,0 milliards $.

Pour 1992, la Commission aurait gardé un taux de cotisation de 2,80 %, quitte à encourir un déficit cumulatif de 4,6 milliards $. Mais vu la situation financière du gouvernement, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration lui intima de fixer le taux de cotisation à 3,00 %, en ciblant un déficit cumulatif de 3,4 milliards $. L'année s'est quand même terminée avec un solde négatif de 4,7 milliards $. L'écart de 1,3 milliard reflétait surtout la faiblesse des revenus attribuable au chômage plus élevé que prévu (11,3 % au lieu de 10,2 %), ainsi qu'une révision à la baisse des revenus de 1991. Les coûts du régime, eux, ont dépassé les prévisions de 400 millions.

Pour 1993, la Commission a conservé le même taux de cotisation vu les hausses depuis 1990. On avait prévu un déficit cumulatif de 8,2 milliards $ à la fin de 1993 mais il n'a atteint que 5,9 milliards $. Les coûts du régime ont été moindres, à cause de la baisse du rapport des bénéficiaires aux chômeurs, de la faible croissance du taux moyen de prestation, d'un taux de chômage plus bas que

[1] Comme mesure temporaire, la commission a fixé un taux de cotisation de 1,95 % à l'automne de 1989 mais Revenu Canada a invité les employeurs à soumettre leurs cotisations au taux prévu sous le projet de loi C-21.

For 1990, the government introduced Bill C-21 to do away with its UI contribution (for the first time since 1940), and restructured regular, developmental and parental benefits. The overall effect on UI program costs was to be neutral. To replace the government contribution, the April, 1989 budget announced that the premium rate would be raised to 2.25% from 1990 to 1992 - a proposal also included in Bill C-21. Since that rate might not be sufficient, the government undertook to provide its financial support as needed.[1]

However, the Senate's delay in adopting the Bill led to a government contribution of $2.4 billion in 1990 for the period up to October 23, and to the same surplus in the UI Account by year-end. The amount was later restated to $2.2 billion with the adoption of accrual accounting.

For 1991, the February budget announced that the employee premium rate would rise to 2.80% on July 1 to offset the costs of rising unemployment. As in 1981/82, the severity of the economic downturn was unforeseen (the actual unemployment rate was 10.3% compared to a forecast of 8.8%). The government could not sustain the deficits seen in the 1980s. But in spite of added revenues of $1.3 billion, the annual deficit rose to $4.2 billion instead of the expected $3.3 billion for 1991. In turn, a cumulative deficit of $2.0 billion arose at year-end.

For 1992, the Commission would have left the premium rate at 2.80% and let the cumulative deficit rise to $4.6 billion. But the government's own deficit led the Minister of Employment and Immigration to direct that the premium rate be set at 3.00%, with a planned cumulative deficit of $3.4 billion at the end of 1992. Despite these premiums, the cumulative deficit still rose to $4.7 billion by the end of 1992. This was mostly due to a revenue shortfall, caused by higher unemployment of 11.3% (vs an expected 10.2%) and by a downward revision of the 1991 revenue base. Program costs exceeded estimates by about $400 million.

For 1993, the Commission decided to keep the same premium rates given the increases since 1990. Instead of an expected cumulative deficit of $8.2 billion at the end of 1993, the negative balance only reached $5.9 billion. Program costs were less than anticipated mainly because of a lower rate of beneficiaries to unemployed, lower growth in average weekly earnings, lower than expected

[1] As an interim measure, the Commission set a premium rate of 1.95% in the fall of 1989 but employers were invited by Revenue Canada to remit premiums at the higher rate pending the adoption of Bill C-21.

prévu et enfin à cause de la Loi C-113. Les recettes de cotisation ont aussi été plus faibles que prévues.

Pour 1994, la Commission a augmenté le taux de cotisation à 3,07 % - soit le plus faible taux autorisé par les dispositions de la Loi. Ceci permettrait d'éponger 2,7 milliards du déficit cumulatif. On estimait recueillir 19,9 milliards en cotisations et encourir des coûts de 17,2 milliards. Mais les revenus ont été inférieurs aux prévisions et le Compte a terminé l'année avec un déficit cumulatif de 3,6 milliards $ au lieu des 3,2 milliards prévus.

Pour 1995, la Commission n'a pas eu à fixer le taux de cotisation puisque la Loi C-17 avait prescrit un taux de 3,00 %[2], dans la perspective d'une reprise économique et de la réduction des coûts prévue par cette Loi. Ce taux devait suffire à remplacer le déficit par un excédent de l'ordre de 1 milliard. Cela s'est vérifié puisque l'année s'est terminée avec un excédent cumulatif de 0,7 milliard $.

Pour 1996, encore en vertu de la Loi C-17, le taux a été abaissé à 2,95 %. Ce taux visait l'établissement d'un coussin de sécurité permettant de parer à d'éventuels soubresauts économiques. Ceci a permis de constituer une réserve de 5,7 milliards à la fin de l'année.

Pour 1997, la Commission a fixé un taux de 2,90 %, en vertu des nouvelles dispositions de la Loi sur l'assurance-emploi. Le patronat aurait préféré une réduction plus forte mais l'emphase s'est porté sur l'accumulation d'une réserve importante. Réserve qui a atteint 12,0 milliards $ à la fin de 1997.

Pour 1998, en conformité avec les dispositions de la Loi, il a encore été question de réduire le taux de cotisation vers le niveau qui serait compatible avec les coûts prévus du régime sur une longue durée. On estimait que ce taux devrait tourner autour de 2,00 %. On estimait aussi qu'une réserve de 10 à 15 milliards devrait désormais être suffisante pour garantir la stabilité des taux. Après consultation, la Commission a choisi de réduire le taux à 2,70 % tout en prévoyant d'autres réductions importantes à venir.

unemployment and finally because of Bill C-113. Premium revenues were also less than expected.

For 1994, the Commission increased the premium rate to 3.07% - the smallest rate allowed under the provisions of the Act. That decision would allow the Account to develop an annual surplus of $2.7 billion, on forecasted premiums of $19.9 billion and program costs of $17.2 billion. Actual premiums turned out to be lower than expected so that the Account did post a $3.6 billion cumulative deficit at year-end instead of the expected $3.2 billion.

For 1995, the premium rate was set under Bill C-17 instead of by the Commission. That rate was 3.00%[2] in the expectation of ongoing economic recovery and of a reduction in program costs due to the same Bill. It was projected to replace the cumulative deficit by a cumulative surplus of about $1 billion. The actual result was close, being a cumulative surplus of $0.7 billion at Dec. 31, 1996.

For 1996, again under the provisions of Bill C-17, the premium rate was reduced to 2.95%. The objective of such a rate was to build a reserve as protection against an eventual economic slowdown. It actually lead to the establishment of a $5.7 billion reserve by the end of 1996.

For 1997, the Commission set a rate of 2.90% under the new provisions of the EI Act. Employers would have preferred a more significant reduction, but the focus remained on the building of an important reserve. The reserve actually reached $12.0 billion at the end of 1997.

For 1998, in line with the provisions of the Act, the question was whether and when to reduce premium rates to the level consistent with the costs of the program over the long term. It was estimated that this rate should be about 2.00%. It was also estimated that a $10 to $15 billion reserve should be sufficient to guarantee the future stability of premium rates. After consultation, the Commission set the premium at 2.70% in the expectation of future significant reductions.

---

[2] On avait craint un an plus tôt d'avoir à fixer un taux de 3,30 % pour 1995, en conformité avec le dispositif du taux statutaire. Mais cette crainte s'est dissipée avec la baisse rapide des coûts en 1994 et en 1995, baisse attribuable surtout à l'évolution du marché du travail.

[2] A year earlier, there had been concerns that the rate might have to rise to 3.30% for 1995 in keeping with the statutory provisions of the UI Act but this concern proved to be unfounded as costs fell during 1994 and 1995, mainly in reaction to labour market conditions.

REVUE DES TAUX DE LA COTISATION OUVRIÈRE ET PATRONALE, DE 1972 À 1998/
REVIEW OF EMPLOYEE/EMPLOYER PREMIUM RATES FROM 1972 TO 1998

Année/ *Year*		Taux de cotisation Ouvrière-patronale/ *Employee-employer Premium rates*	Maximum de la rémunération hebdomadaire assurable/ *Maximum weekly insurable earnings*	Cotisation hebdomadaire maximale/ *Maximum weekly contribution* Ouvrière/ *Employee*	Patronale/ [1] *Employer*	Cotisation annuelle maximale/ [2] *Maximum yearly Contribution* Ouvrière/ *Employee*	Patronale/ [1] *Employer*
1972[3]		0.90/1.26	150	1.35	1.89	70.20	98.28
1973[3]		1.00/1.40	160	1.60	2.24	83.20	116.48
1974[3]		1.40/1.96	170	2.38	3.33	123.76	173.16
1975		1.40/1.96	185	2.59	3.63	134.68	188.76
1976		1.65/2.31	200	3.30	4.62	171.60	240.24
1977		1.50/2.10	220	3.30	4.62	171.60	240.24
1978		1.50/2.10	240	3.60	5.04	187.20	262.08
1979		1.35/1.89	265	3.58	5.01	186.16	260.52
1980		1.35/1.89	290	3.92	5.49	203.84	284.96
1981		1.80/2.52	315	5.67	7.94	294.84	412.88
1982		1.65/2.31	350	5.78	8.09	300.56	420.68
1983		2.30/3.22	385	8.86	12.40	460.72	644.80
1984		2.30/3.22	425	9.78	13.69	508.56	711.88
1985		2.35/3.29	460	10.81	15.13	562.12	786.76
1986		2.35/3.29	495	11.63	16.28	604.76	846.56
1987		2.35/3.29	530	12.46	17.44	647.92	906.88
1988		2.35/3.29	565	13.28	18.59	690.56	966.78
1989		1.95/2.73	605	11.80	16.52	613.60	859.04
1990		2.25/3.15	640	14.40	20.16	748.80	1,048.32
1991	1ère moitié/ 1st half	2.25/3.15	680	15.30	21.42	397.80	556.92
	2e moitié/ 2nd half	2.80/3.92	680	19.04	26.66	495.04	693.16
	Total					892.84	1,250.08
1992		3.00/4.20	710	21.30	29.82	1,107.60	1,550.64
1993		3.00/4.20	745	22.35	31.29	1,162.20	1,627.08
1994		3.07/4.298	780	23.95	33.52	1,245.40	1,743.04
1995		3.00/4.20	815	24.45	34.23	1,271.40	1,779.96
1996		2.95/4.13	750	22.13	30.98	1,150.76	1,610.96
1997		2.90/4.06	39,000[4]	--	--	1,131.00	1,583.40
1998		2.70/3.78	39,000[4]	--	--	1,053.00	1,474.20

[1] La cotisation patronale est la cotisation ouvrière multipliée par 1,4. / Employer figure was calculated as 1.4 times the employee figure.

[2] Le maximum annuel est le maximum hebdomadaire multiplié par 52. / Yearly maximum was calculated as 52 times t he weekly maximum.

[3] Les nouveaux assurés de 1972 ont payé 40 % du plein taux en 1972, 60 % en 1973 et 80 % en 1974. / Workers who were first covered in 1972 paid 40% of the full rate in 1972, 60% in 1973 and 80% in 1974.

[4] Limite annuelle à partir de 1997. / Annual maximum starting in 1997.

REVUE HISTORIQUE DES CLAUSES DE FINANCEMENT DU RÉGIME D'ASSURANCE-CHÔMAGE / EMPLOI

I Conditions actuelles

Le Compte d'assurance-emploi est financé par les cotisations patronale et ouvrière dans une proportion de 7/12 et de 5/12. Lui sont imputés : les prestations, les frais d'administration, les coûts du Service national de placement et ceux des prestations d'emploi et mesures de soutien sous la Partie II de la Loi sur l'assurance-emploi. Un excédent ou déficit au Compte porte intérêt aux taux du marché.

Ce compte permet de tenir un relevé distinct de toutes les opérations sous le régime d'assurance-emploi. Les déboursés et les recettes sont effectués par le Trésor, comme pour les autres transactions du gouvernement.

II Revue historique

Le 27 juin 1971, le Compte d'assurance-chômage a remplacé le Fonds du même nom qui existait depuis 1940.

Avant la Loi sur l'assurance-chômage de 1971

Les employeurs et les employés contribuaient à parts égales au Fonds d'assurance-chômage. Le gouvernement fédéral y ajoutait 20 % des cotisations totales et assumait les frais d'administration.

Sous la Loi sur l'assurance-chômage de 1971

En janvier 1972, on a attribué au secteur privé le coût des prestations ordinaires dites initiales, jusqu'à un seuil de chômage de 4 %; le coût des prestations spéciales (en cas de maladie, de grossesse ou d'atteinte de l'âge 65); les frais d'administration et les intérêts crédités ou à payer. La cotisation patronale a été établie à 1,4 fois la cotisation ouvrière, fixant un ratio de partage de 7/12 pour la partie patronale et de 5/12 pour la partie ouvrière.

HISTORICAL REVIEW OF FINANCING ARRANGEMENTS UNDER THE UI /EI PROGRAM

I Current Arrangement

The Employment Insurance Account is entirely financed through employer and employee premiums, in a 7/12 to 5/12 sharing ratio. The costs charged to the Account include all benefit and administrative costs, the costs of the National Employment Service and of Employment benefits and measures under Part II of the EI Act. Surpluses or deficits in the Account bear interest at market rates.

This account provides a separate record of all EI transactions. Payments or receipts are actually made under the Consolidated Revenue Fund, as for all other expenditures and revenues of the federal government.

II Historical Review

The UI Account was established on June 27, 1971 in replacement of the UI Fund that had existed since 1940.

Prior to the 1971 UI Act

Employers and their employees paid equal shares into the UI Fund, with the federal government adding 20% of the combined employee/employer contributions in addition to the total cost of administration.

Under the 1971 UI Act

Effective January, 1972, the private sector became responsible for the cost of initial regular benefits up to a 4% threshold rate of unemployment, the cost of special benefits (sickness, pregnancy and age 65 benefits), the costs of administration and interest charges or credits. The employer's premium was set at 1.4 times the premiums paid by employees, thus producing a sharing ratio of 7/12 for employers and 5/12 for employees.

Notes:

1) Le multiple de 1,4 assigné aux employeurs représentait, sur la base de simulations économétriques, le taux moyen que devraient payer les employeurs dans un éventuel régime de tarification selon l'expérience. On devait instituer ce régime à partir de 1974, mais on en reporta l'échéance et les clauses habilitantes de la Loi ont été révoquées le 15 août 1977.

2) Seule exception à ce multiple, les employeurs qui offrent un régime d'assurance-salaire en cas de maladie: ils versent un multiple inférieur à 1,4. Ainsi reçoivent-ils compensation des économies que ces régimes permettent de réaliser au chapitre des prestations de maladie de l'assurance-chômage. Au moins 5/12 de cette réduction de cotisation doit être remise aux employés, au comptant ou sous forme d'avantages.

Le gouvernement fédéral prenait à sa charge, en 1972: le coût des prestations ordinaires initiales attribuées à un taux de chômage national supérieur à 4 %; les prestations de prolongation en vertu de l'emploi ou d'un taux national ou régional de chômage élevé; les prestations servies après un cours suivi en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes; et le coût des prestations aux pêcheurs indépendants.

Effet de la Loi C-69

En janvier 1976, le seuil fixe de 4 % qui servait à répartir le coût des prestations ordinaires initiales entre le secteur privé et le gouvernement fédéral a été remplacé par un seuil variable, soit la moyenne des taux de chômage mensuels sur huit ans (jusqu'en juin de l'année précédant celle du calcul).

Effet de la Loi C-27

Après le 11 septembre 1977, les prestataires inscrits à des cours de formation recevaient des prestations d'assurance-chômage (au lieu d'allocations en vertu de la Loi sur la formation). Ces montants étaient financés selon les règles applicables aux prestations ordinaires.

Mais si la durée normale d'admissibilité du prestataire se terminait, on la prolongeait jusqu'à la fin du cours de formation, puis d'un autre 6 semaines (réduit à 3 semaines à partir du 31 mars 1985). Le gouvernement fédéral prenait en charge le coût de telles prolongations.

Notes:

1) The 1.4 multiple assigned to employers was based on econometric simulations of the effects of a proposed experience-rating system. It was expected that such a multiple would be the average for all employers combined. The system, proposed to start in 1974, was delayed and finally the enabling provisions of the Act were repealed on August 15, 1977.

2) The only exception to the standard employer premium concerns employers with registered wage-loss replacement plans in case of sickness. These employers pay a lower multiple than 1.4 to compensate them for the savings that their plans generate in terms of UI sickness benefits. At least 5/12 of the premium reduction must be passed on to their employees in cash or additional fringe benefits.

The federal government, on the other hand, became responsible in 1972 for: the costs of initial regular benefits attributable to a national unemployment rate over 4%; the total cost of extended benefits due to labour force attachment or to high national or regional unemployment; benefits after completing a course of training under the Adult Occupational Training Act; and benefits to self-employed fishers.

Impact of Bill C-69

Effective January, 1976, the fixed threshold rate of 4% used to allocate the cost of initial regular benefits between the private sector and the federal government was replaced by a variable threshold, equal to the eight-year average of monthly rates of unemployment (up to June of the year before the one of calculation).

Impact of Bill C-27

Effective September 11, 1977, claimants referred to training courses were granted UI benefits (rather than allowances under the Training Act). These benefits were to be financed in accordance with the same rules as used for regular benefits.

If regular UI entitlement was exhausted, benefits were extended to the end of the training course and up to 6 weeks thereafter (up to 3 weeks after March 31, 1985). The federal government assumed, the cost of additional benefits paid as a result of such extensions.

Les prestations de création d'emplois et pour travail partagé ont aussi été instituées le 11 septembre 1977 (bien qu'aucune somme d'importance n'ait été versée avant 1982). S'agissant de création d'emplois, les prestations étaient financées comme les prestations ordinaires : formule du seuil pour les prestations initiales ; prise en charge par le gouvernement en prolongation, y compris pour les prolongations spéciales (comme celles de formation). Quant aux prestations de travail partagé, leur coût revenait au secteur privé.

Job creation and work sharing benefits were also instituted on September 11, 1977 (although no significant amounts were spent in this respect until 1982). The cost of benefits under job creation projects was financed in the same way as regular UI benefits: threshold formula for initial benefits; government financing of extended benefits; special extensions similar to training extensions were also financed by the government. The cost of benefits under work sharing projects was financed by the private sector.

Effet de la Loi C-14

À partir de janvier 1979, les prestations dites de prolongation liée à la durée d'emploi ont été financées selon la formule du seuil (comme les prestations ordinaires versées dans la période initiale), au lieu d'être assumées par le gouvernement. La formule du seuil s'est aussi appliquée aux prestations pour travail partagé, auparavant imputées au seul secteur privé.

Impact of Bill C-14

Effective January, 1979, benefits paid during the labour force extended phase were financed on the basis of the threshold formula (in the same way as regular benefits paid during the initial phase), instead of being charged entirely to the government. Also, work sharing benefits were to be financed on the basis of the threshold formula, instead of being charged just to the private sector.

Modifications à la partie VII du Règlement sur l'assurance-chômage (frais d'administration)

Depuis le 1er avril 1980, les frais d'administration à la charge du secteur privé comprennent les frais d'administration du Service national de placement.

Amendments to Part VII of UI Regulations (cost of administration)

Since April 1, 1980, the cost of administration to be financed by the private sector has included the administrative costs of the National Employment Service.

Effet de la Loi C-3

La formule de seuil pour le financement des prestations ordinaires a été abolie le 1er juillet 1980: ainsi, le secteur privé s'est vu attribuer tout le coût des prestations initiales, celui des prolongations fondées sur la durée d'emploi et celui des prestations de travail partagé.

Impact of Bill C-3

Effective July 1, 1980, benefits that had been financed jointly by the government and the private sector on the basis of the threshold formula (namely, initial, labour force extended and work sharing benefits) were to be charged entirely to the private sector.

Effet de la Loi C-21

Depuis le 23 octobre 1990, les coûts du régime sont entièrement couverts par les cotisations patronale et ouvrière. Le gouvernement fournit au besoin des avances temporaires et remboursables avec intérêt, ou dispose des excédents sur la même base.

Impact of Bill C-21

Effective October 23, 1990, total program costs are met from employer/employee premiums. The government provides temporary refundable advances as needed, or may temporarily use available surpluses, all with interest.

PRINCIPAUX CHANGEMENTS APPORTÉS À LA LOI OU AUX RÈGLEMENTS SUR L'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1972 À 1998

Loi C-16 (en vigueur le 30 janvier 1976) :

Les prestations de maternité deviennent plus flexibles.

Loi C-69 (en vigueur le 1er janvier 1976) :

Un départ volontaire, une inconduite ou un refus d'accepter un emploi amènent dorénavant 6 semaines d'exclusion de prestations (au lieu de 3).

Abolition du taux de prestation de 75 % pour les prestataires en période de prolongation et ceux à faible revenu ayant des personnes à charge.

L'âge maximum pour l'assurance-chômage passe de 70 à 65 ans.

Plus de flexibilité dans certaines conditions.

Élimination de la disposition permettant d'offrir un paiement de 3 semaines à l'avance.

Règlements sur les pêches :

À partir de 1976, la saison de pêche commence le 1er novembre plutôt que le 1er décembre et se termine le 15 mai.

Le 22 juillet 1980, les femmes des pêcheurs deviennent éligibles aux prestations.

Le 5 juin 1983, les prestations hebdomadaires sont déterminées à partir des 10 meilleures semaines.

Loi C-27 (différentes dates en 1977) :

Le 4 décembre, le nombre de semaines nécessaires pour qualifier aux prestations devient variable : de 10 à 14 semaines au lieu de 8.

Le 11 septembre, les prestations sont structurées en 3 périodes au lieu de 5.

Le 11 septembre, les prestations sont autorisées pour la formation, la création d'emplois et le travail partagé.

REVIEW OF MAIN LEGISLATIVE AND REGULATORY CHANGES UNDER THE EI PROGRAM, FROM 1972 TO 1998

Bill C-16 (effective January 30, 1976):

Maternity benefits made more flexible.

Bill C-69 (effective January 1, 1976):

Doubling of maximum disqualification for voluntary quitters, misconducts, job refusals, etc.: 6 weeks, instead of previous 3;

Abolition of 75% benefit rate for low income earners with dependents and claimants in extended benefit phases;

Reduction of age limit for UI coverage and benefits, from 70 to 65;

More flexibility on various benefit conditions;

Removal of the 3 week advance pay provision.

Fishing regulations:

Effective November 1, 1976, benefit season to start on November 1 instead of December 1, and continue until next May 15.

Effective July 22, 1980, wives eligible for benefits.

Effective June 5, 1983, weekly benefits based on 10 best earnings' weeks.

Bill C-27 (various effective dates in 1977):

Effective December 4, introduction of 10 to 14 week variable entrance requirement, in replacement of flat 8 week requirement.

Effective September 11, replacement of 5-phase benefit structure with 3-phases.

Effective September 11, authorization of Developmental Uses of UI for training, job creation and work sharing.

Élimination de la règle qui impose la fin de la période de prolongation après 4 semaines.

Loi C-14 (en vigueur le 1er janvier 1979) :

Le 7 janvier 1979, le taux des prestations passe de 66 2/3 % à 60 %.

Le 1er juillet 1979, conditions d'éligibilité plus sévères à l'égard des récidivistes, et des personnes qui deviennent membres de la population active.

Mise en vigueur de la clause du remboursement de prestations au taux de 30 %.

Les conditions minimales d'admissibilité sont augmentées jusqu'au 1er janvier 1981.

Changements divers au Règlement :

À partir du 1er avril 1980, les frais d'administration des services d'emploi sont imputés au Compte de l'assurance-chômage.

À partir de juillet 1977, on ne tient plus compte des indemnités de départ dans l'établissement des prestations à l'assurance-chômage.

À partir de septembre 1982, les montants payés pour les vacances sont aussi exclus.

À partir du 31 mars 1985, tous les montants payés ou payables lors d'une cessation d'emploi comptent aux fins des prestations.

À partir du 5 janvier 1986, les pensions de retraite sont déduites des prestations d'assurance-chômage mais à partir du 5 avril 1987, elles ne sont plus déduites si le prestataire s'est requalifié pour une nouvelle période de prestation.

Loi C-156 (en vigueur le 1er janvier 1984) :

Changements dans les conditions d'éligibilité aux prestations de maternité.

Établissement des prestations d'adoption.

Loi C-116 (en vigueur le 29 mars 1987) :

Début de prestations restreintes de paternité.

Removal of the 4 week automatic termination rule in the extended phase.

Bill C-14 (effective January 1, 1979):

Effective January 7, 1979, reduction in benefit rate to 60%, from 66 2/3%.

Effective July 1, 1979, increased entrance requirement for repeaters, new entrants and re-entrants.

Introduction of 30% benefit repayment provision;

Increase in minimum insurability requirement (reduced once again from January 1, 1981).

Various regulatory changes:

Effective April 1, 1980, charging of administrative costs of Employment Services to the UI Account.

Effective July, 1977, severance pay disregarded for UI benefit purposes.

Effective September, 1982, vacation pay disregarded for UI benefit purposes.

Effective March 31, 1985, all earnings on separation (including severance and vacation pay) counted for UI benefit purposes.

Effective January 5, 1986, retirement pensions deducted from UI benefits, but effective April 5, 1987 they are not for those who subsequently requalify for UI.

Bill C-156 (effective January 1, 1984):

Abolition of "magic-10" requirement for maternity benefits;

Institution of adoption benefits.

Bill C-116 (effective March 29, 1987):

Introduction of limited UI paternity benefits;

Les prestations de maternité/adoption/paternité sont prolongées à 52 semaines si l'enfant est à l'hôpital.

Maternity/adoption/paternity benefit period extended to 1 year if child hospitalized.

Conditions d'éligibilité aux prestations (en vigueur du 6 janvier 1990 au 17 novembre 1990) :

14 semaines sont requises pour être éligible aux prestations, en attente de l'adoption de la Loi C-21.

Lapse of 10-14 week VER (effective January 6, 1990 to November 17, 1990):

Imposition of a fixed 14 week entrance requirement pending the adoption of Bill C-21.

Loi C-21 (en vigueur le 18 novembre 1990) :

Les conditions d'éligibilité aux prestations sont augmentées: il faut maintenant de 10 à 20 semaines, au lieu de 10 à 14 semaines.

La durée maximale d'admissibilité aux prestations ordinaires est réduite dans les régions où le taux de chômage est bas.

Dans le cas d'un départ volontaire, d'une inconduite ou du refus d'un emploi, le taux de prestations est réduit à 50 % et la période d'exclusion augmentée entre 7 et 12 semaines.

Les prestations parentales et de maternité peuvent être combinées mais sont sujettes à un maximum de 30 semaines, incluant les prestations de maladie.

Fin de l'âge limite de cotisation et des prestations de retraite (rétroactif au 23 septembre 1988).

À partir du 6 janvier 1991, un nouveau règlement autorise l'achat de cours de formation et d'allocations supplémentaires pour des fins productives.

À partir du 7 mai 1992, on y rajoute les prestations et autres coûts reliés aux travailleurs indépendants, la mobilité et les primes d'encouragement au réemploi.

Bill C-21 (effective November 18, 1990):

Increase in variable entrance requirement to 10-20 weeks, instead of 10-14 weeks;

Reduction of maximum benefit entitlement for regular benefits, especially in low unemployment regions;

Disqualification period for voluntarily quitting, misconduct and job refusal raised to a range of 7 to 12 weeks, with 50% benefit rate thereafter;

Expansion of maternity/parental benefits (subject to a combined maximum of 30 weeks for special benefits, incl. sickness);

Elimination of maximum age limit and of age 65 retirement benefit (retroactive to Sept. 23, 1988);

Effective January 6, 1991 by regulation, authorization of Developmental Uses for costs of training courses and supplementary allowances for training.

Effective May 7, 1992 by regulation, also for benefits and other costs for self-employment, mobility and re-employment incentives.

Loi C-113 (adopté le 24 mars 1993) :

Le taux des prestations se rapportant à une période de prestations commencée après le 4 avril 1993 et jusqu'au 1er avril 1995 est de 57 %.

Resserrement des conditions reliées aux exclusions en raison de départ volontaire, d'inconduite ou de refus d'emploi: exclusion complète aux prestations.

Bill C-113 (adopted March 24, 1993):

For benefit periods established after April 4, 1993 and before April 1, 1995, the benefit rate is equal to 57%.

Tightening of disqualification reasons for voluntary quitting, misconduct or job refusal: complete disqualification from benefits.

Loi C-17 (adopté le 15 juin 1994) :

À compter du 4 juillet et pour deux ans, le taux des prestations s'établit à 55 % sauf pour les prestataires qui, eux-mêmes ou leur conjoint, subviennent aux besoins d'au moins une personne à charge. Ils recevront un taux de 60 % si leur rémunération moyenne en période de référence est inférieure à 50 % du maximum assurable.

Augmentation du nombre minimal de semaines nécessaires pour la qualification aux prestations.

Réduction de la durée des périodes de prestations.

Loi sur l'assurance-emploi (adoptée le 20 juin 1996) :

L'assurance-chômage devient l'assurance-emploi.

Certains éléments de la nouvelle Loi entrent en vigueur le 2 juillet 1996, mais la plupart prennent effet le 1er janvier 1997.

Les nouveaux actifs doivent compter 910 heures de travail dans la dernière année. S'ils ont travaillé 490 heures, ils seront soumis aux règles ordinaires l'année suivante.

La norme variable d'admissibilité est transformée en heures : de 420 à 700 heures au lieu de 14 à 20 semaines (à raison de 35 heures par semaine).

Les cotisations sont prélevées sur l'ensemble de la rémunération, du premier dollar jusqu'à 39 000 $ par année (abolition des limites hebdomadaires).

Les cotisations des travailleurs sont remboursées à ceux qui gagnent moins de 2 000 $ dans une année, ou pour tout excédent sur 39 000 $.

Pas de minimum hebdomadaire pour les emplois assurables.

Le taux de prestation est calculé sur les 26 dernières semaines, sujet à prolongation, avec un diviseur minimum de 14 à 22 semaines.

La prestation maximale baisse à 413 $ par semaine le 30 juin 1996, au lieu de 465 $ en première moitié d'année.

Bill C-17 (adopted June 15, 1994)

From July 4, 1994 and for two years, the benefit rate will be 55%, except for claimants (or their spouse) who, themselves or their spouse, support one or more persons. Those claimants will receive a rate of 60% if their average earnings during their qualification period is less than 50% of the maximum weekly insurable earnings.

Increase of the minimum number of weeks necessary to qualify for benefits.

Decrease of the length of benefit periods.

Bill C-12, EI Reform (adopted June 20, 1996)

UI becomes employment insurance.

Certain features of the new legislation are effective July 2, 1996 but most take effect on January 1, 1997.

New entrants must have worked 910 hours during the last year. Having worked 490 hours, they will be subject to the regular rules during the following year.

The variable entrance requirement is translated into hours: from 420 to 700 hours instead of 14 to 20 weeks (35 hours per week).

Premiums are collected on total earnings, from the first dollar earned up to $39,000 annually (no weekly limits).

Employee premiums are refunded to those who earn less than $2,000 annually, or for any earnings over $39,000.

No weekly minimums for insurable employment.

The benefit rate is calculated from the last 26 weeks' earnings, with extensions possible, and with a minimum divisor of 14 to 22 weeks.

The maximum weekly benefit is reduced to $413 on June 30, 1996 instead of $465 during the first half of the year.

Le taux de prestation est de 55 % mais est réduit d'un point de pourcentage par 20 prestations ordinaires reçues au cours des cinq dernières années (excluant les prestations versées avant juillet 1996), sujet à un taux minimum de 50 %.

Le taux de prestation peut être majorée pour ceux qui reçoivent la prestation familiale pour enfants. Le taux de prestation peut atteindre 60 % en 1996 et 80 % en 2000, sans dépasser 413 $

Pour ceux qui ont reçu au moins 20 prestations ordinaires au cours des cinq dernières années, la récupération fiscale commence au-delà du seuil annuel de 100 % du maximum de la rémunération assurable (39 000 $). Le taux de récupération varie de 30 % à 100 % des prestations versées, selon les revenus totaux et le nombre de prestations antérieures.

Le seuil de récupération s'établit à 125 % pour les autres prestations y compris les prestations spéciales, avec un taux de récupération de 30 %.

Pas de récupération des montants versés sous la Partie II de la Loi.

Permission de gagner 50 $ par semaine sans réduire les prestations, ou 25 % du taux de prestation si c'est plus élevé.

Norme d'admissibilité plus sévère en cas de fraude.

Les prestations et mesures d'emploi (partie II) sont sujettes à une limite de dépenses de 0,8 % de la rémunération assurable totale.

Dévolution aux provinces de la majeure partie des dépenses sous la partie II.

Projets des « petites semaines » (en vigueur le 4 mai 1997 et reconduit jusqu'en novembre 2001) :

En vertu de projets pilotes, on a permis aux prestataires qui avaient gagné moins que 150 $ dans une ou plusieurs semaines de bénéficier du même taux de prestation que celui calculé avec leurs semaines mieux payées.

The basic benefit rate is 55% but can be graded down to as low as 50%, by 1 percentage point for each 20 weeks of regular benefits received during the last 5 years (weeks paid before July 1996 are not counted).

The benefit rate can be increased for those who receive a Child Tax Benefit. It can reach 60% in 1996 and 80% in 2000, but not more than the maximum weekly benefit of $413.

For those who have received at least 20 weeks of regular benefits during the last 5 years, the clawback applies over an annual threshold equal to 100% of the maximum insured earnings ($39,000). The clawback rate can vary from 30% to 100% of the benefits paid, depending on total income and the previous number of weeks paid.

The clawback threshold rises to 125% for other benefits including special benefits, and the clawback rate is then 30%.

There is no clawback on any amounts paid pursuant to Part II of the Act.

A claimant can earn $50 a week without reducing benefits, or 25% of the benefit rate if this would be greater.

Higher entrance requirements in cases of fraud.

Employment benefits and measures (Part II) are subject to a spending limit of 0.8% of aggregate insured earnings.

Devolution to provinces of most of the spending under Part II.

Small weeks projects (effective May 4, 1997 and reconfirmed until November 2001):

Under the provisions allowing pilot projects, claimants who earned less than $150 in one or more weeks were allowed to receive the same benefit rate as if it was calculated using only their weeks of higher earnings.